le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Salaires, Services publiques, Justice, Retraites,

Retour vers le passé...

M 02137 - 1504 - F: 2,00 €

2 €

ISSN 0026-9433

Ceux qui prétendent défendre la liberté et déprécient l'agitation sont des hommes qui veulent les récoltes sans labourer le sol.

Frédérick Douglass (Sur les murs en 68)

hebdo n° 1504

du 14 au 20 février 2008

Sommaire

Nouvelles des **fronts**, par Hugues, *page 5*

Les **brèves**, *page 6*

Bac **hamburger**, par Jimma, *page 7*

Soleil vert ferroviaire, par le Dr Martius, *page 8*

Échos de presse, par S. Bull, *page 9*

Interviou de **J.-M. Rouillan,** par Paco, *page 11*

La **police** se rapproche, par J.-P. Garnier, *page 15*

Le Gandhi **masqué**, par R. Dadoun, *page 17*

Les Universités **populaires**, par L. Mercier, *page 19*

Jean Grave à l'honneur, par Jimma, *page 20*

La vie du **mouvement**, *page 21*

La **radio** sans dieu ni maître, *page 22*

L'agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Éditorial

La vue d'un kiosque à journaux ou d'un centre de presse rend, en ces jours, dubitatif, voire mélancolique, dans le sens premier du terme. D'un côté on voit le président de la République avec sa nouvelle épousée. De l'autre, des magazines plus sérieux (?) affichent la même bobine élyséenne, en solo, et parlent de « déception, de « ce qui cloche », ça branlerait-il dans le manche ?

Ça gamberge dur pour expliquer pourquoi nombre d'électrices et d'électeurs du propriétaire des rênes de l'État se mordent les doigts devant l'étendue du désastre.

Il n'est pas besoin d'être anarchiste pour faire la liste des promesses non tenues. Et d'affirmer, encore une fois, que le miroir aux alouettes a fonctionné à merveille et même plus. Villepin et les autres, qui déclaraient urbi et orbi il y a quelque temps qu'ils ne céderaient jamais à la rue, doivent faire leurs choux gras des reculades médiatisées de leur successeur.

Taxis, buralistes, fonctionnaires (ma non troppo !), le hamster de l'Élysée veut réparer une partie des bévues commises par son gouvernement. On se demande même pourquoi les syndicats représentatifs ne remettent pas le couvert. Il est vrai que, dernièrement, ils ont à la quasi-unanimité relu La Boëtie !

La baisse de popularité dans les sondages, une « branlée » annoncée pour l'UMP aux prochaines municipales, des dissensions internes, tout ça commence à faire beaucoup de pierres dans le jardin du pouvoir en place. Et, cerise sur le gâteau, le chef de l'État mettant dans l'Est français un masque de syndicaliste ! Qu'on se rassure, ils et elles n'ont pas lâché l'essentiel. Le Code du travail poursuit sa descente dans les oubliettes, la reconnaissance juridique du fœtus menace directement le droit à l'avortement... et la ratification du traité de Lisbonne se fait à la nuit tombée.

Autant de raisons pour continuer tous nos combats sans attendre que l'espoir sorte des urnes.

Des temps pourris sous tous rapports

Fabrice

Groupe La Sociale de la Fédération anarchiste à Rennes

Décidément, ce début d'année 2008 est pourri. Après le calamiteux accord sur la « modernisation du marché du travail », dont j'ai déjà parlé dans un précédent article, deux rapports viennent de tomber : celui d'Attali, qui touche absolument tous les secteurs d'activité et celui de Pochard concernant le statut des enseignants.

Certes, on sait que bien des rapports précédents sont restés au fond de tiroirs, ou mieux encore de poubelles, mais aujourd'hui la période a changé. Les patrons, les marchés, considèrent que l'heure est venue de passer à la vitesse supérieure. De ne plus simplement grignoter lentement les acquis sociaux (et les libertés individuelles) engrangés depuis 1936, mais de les passer purement et simplement à la moulinette. L'objectif n'est pas nouveau, faire baisser par tous les moyens possibles le coût du travail et augmenter du même coup les profits, mais le braquet n'a plus rien à voir.

Tous les projets, toutes les discussions en cours vont dans ce sens, avec un préalable nécessaire : l'accompagnement actif, ou à défaut passif, des confédérations syndicales.

C'est bien pour cela que Sarkozy vient d'engager fort habilement une discussion sur la question de la représentativité syndicale, du financement public et du dialogue social. Au terme de huit journées de négociation (tous les jeudis), un projet de loi est à la clé.

Voilà pour le contexte politico-syndical.

Revenons-en maintenant au rapport Attali (ancien conseiller particulier de Mitterrand, faut-il le rappeler).

Ce rapport « pour la libération de la croissance française » est un condensé phénoménal de déréglementation et de casse de tout ce qui se rapproche de près ou de loin à des garanties ou des droits collectifs.

Il comprend 316 propositions, ou plutôt « décisions » comme il est indiqué dans le texte dont le préambule commence ainsi : « Le moment est venu » (de nous taper sur la gueule !) et continue par cette formule « ceci n'est pas un rapport, ni une étude, mais un mode d'emploi pour des réformes urgentes et fondatrices ».

Ce n'est pas le lieu ici, bien évidemment, d'examiner une à une les 316 mesures contenues dans les 220 pages du rapport. Retenons simplement quelques éléments particulièrement significatifs.

À commencer par la décision 116 relative à la représentativité syndicale. Attali propose, comme élément de définition de la représentativité au plan national

« l'obligation d'être signataire d'au moins 1/3 des 50 conventions collectives les plus importantes ». À vos stylos, messieurs, sinon pas de financement public !

La décision 117 sur les règles de financement donne d'ailleurs aux syndicats un rôle très particulier : « La mise en place de services à destination des salariés, tels que le soutien juridique, l'aide à l'orientation professionnelle (!) et la livraison d'informations sociales. » On ne peut être plus clair. Plus question de revendications, de mandats et encore moins de luttes, simplement de services et d'accompagnement des licenciements par la voie de l'orientation !

Sur un autre sujet, en l'occurrence la Sécurité sociale, Attali va, là aussi, jusqu'au bout de la logique patronale : décision 224 « supprimer, dans la Constitution, la distinction entre PLFSS (Projet de loi de financement de la Sécurité sociale) et PLF (Projet de loi de finance) afin que l'ensemble fasse l'objet d'un examen conjoint et soit soumis aux mêmes votes ».

La Sécurité sociale, déjà bien malmenée, verrait son budget fondu dans celui de l'État et serait ainsi rayée de la carte d'un trait de plume. L'argent des salariés (salaire différé) serait donc volé, au sens strict du terme, pour financer tout et n'importe quoi selon les décisions gouvernementales.

Attali a d'ailleurs, sur la question de la santé, quelques idées simples : décision 275 « permettre aux hôpitaux publics d'opter pour un statut équivalent à celui des hôpitaux privés à but non lucratif ». Tout cela, dans l'objectif de « rationaliser la gouvernance des hôpitaux ».

Concernant les patrons, Attali n'est pas très original, se contentant de pousser au maximum des cadeaux déjà décidés auparavant : décision 300 « exonération totale des cotisations employeur au niveau du Smic pour toutes les entreprises ». On ne voit vraiment pas pourquoi, à ce compte-là, les patrons s'emmerderaient à embaucher au-dessus du minimum.

Au sujet des retraites et des discussions à venir (après les municipales) sur le nombre d'annuités nécessaires, la décision 12 est explicite : « laisser à tout salarié le choix (!) de poursuivre une activité sans aucune limite d'âge » et supprimer « tous les dispositifs de préretraite ».

Concernant les jeunes et l'Éducation nationale, Attali propose un arsenal de décisions : « renforcer les formations en alternance (décision 13), organiser avec les entreprises de la région des bourses d'emplois et de stages (décision 15), renforcer l'autonomie des universités (décision 19), renforcer l'évaluation de la performance (décision 20), développer les financements privés (décision 22) ». Bref soumettre, par tous les biais possibles, le service public d'éducation aux besoins du marché.

Enfin Attali propose un cadre général de gouvernance : tout d'abord l'Europe aux commandes, puis les régions et enfin les territoires. Ce modèle est directement inspiré du fonctionnement féodal. On comprend mieux ainsi pourquoi il propose de faire sauter l'échelon départemental, héritage de la révolution française.

Bref ce rapport a le « mérite » de donner très clairement, sans rideau de fumée, fioriture ou langue de bois, l'étendue des dégâts prévisibles.

Le terrain est déjà préparé : loi sur les universités et le service minimum cet été, liquidation des régimes spéciaux, refonte du Code du travail, annonce toute récente d'une rémunération des stages de plus de 3 mois à hauteur de 30 % du Smic (pire que le Smic jeune), fin annoncée de l'obligation faite aux entreprises de financer la formation professionnelle à hauteur de 0,9 % de la masse salariale, annonce de l'extension des périodes de travail (ouverture dominicale) dans une loi au printemps prochain.

Quant à l'école, la commission Pochard-Rocard (dont la démission n'est qu'un pitoyable rideau de fumée) reprend et décline toutes les orientations Attali : autonomie des établissements, éclatement des statuts nationaux, généralisation de la précarité par le biais des professeurs associés sous contrat à durée déterminée, salaire basé sur le « mérite, l'investissement et la performance » avec une prime éventuelle distribuée par le chef d'établissement, véritable petit patron.

Face à toutes ces attaques, il est urgent de se mobiliser pour les arrêter et vite ! On sait déjà ce qui ne fonctionne pas, en l'occurrence des petits bouts de papier glissés dans des urnes en mars prochain... Si les élections pouvaient arrêter les mauvais coups et les salopards, cela se saurait. Ceux qui, d'ailleurs, prédisaient quasiment la révolution sociale à la suite du non au référendum sur le traité constitutionnel, devraient avoir la décence de faire profil bas aujourd'hui.

Non, la seule question qui vaille c'est comment construire la grève générale, seule capable de bloquer la machine.

On le sait, dans un certain nombre de secteurs, y compris du privé (voir le commerce le 1er février dernier), les salariés sont à bout et sont près à en découdre. Le problème c'est d'unifier toutes les luttes et d'empêcher les opérations d'émiettement et de division (la fameuse machine à perdre comme en 2003).

La bagarre se mènera aussi à l'intérieur des syndicats. La base arrivera-t-elle à « cadrer » tout ou partie des appareils confédéraux ? C'est un des termes de l'équation. À ce sujet d'ailleurs, le Comité confédéral national de FO des 14 et 15 février sera intéressant. Après l'accord scélérat signé le 14 janvier dernier, la bagarre s'annonce rude pour rappeler le bureau confédéral aux mandats du congrès de Lille. Le signal qui en sortira n'est pas négligeable pour la suite des événements.

On en reparlera dans un prochain *Monde libertaire*.

Nouvelles des fronts

État, briseur de grève! Belle mobilisation toutefois des fonctionnaires en ces temps de morosité sociale et malgré la tentative anti-constitutionnelle de briser la grève des enseignants en mobilisant contre leur gré, mais précarité fait loi, les gentils animateurs municipaux... À quand les piquets de grève devant les écoles? Reste que, après les manifestations « traîne-savates » des « nantis » du 24 janvier, ce fut encore une grève d'un jour et sans lendemain.

Chez Miko, contre les 254 licenciements, occupation, séquestration de la direction, affrontements avec la police briseuse de grève... Ça sent bon la radicalité soixante-huitarde. Dommage qu'une fois de plus ce soit le dos au mur et lorsque le souffle des licenciements se fait entendre que la mobilisation se fasse. Combien de fois faudra-t-il encore le dire et l'écrire: anticipons, exproprions, autogérons!

Milice en grève, et oui tout arrive, et c'est à Toulouse dans le métro où les agents de « sécurité » de la Brink's ont fait onze jours de grève début janvier contre leurs mauvaises conditions salariales... À quand la désertion? Petit mouvement aux Assedic contre la fusion avec l'ANPE, certains craignent d'y laisser des plumes... Anticipons! Grève à l'hôpital Foch à Suresnes (92) pour le maintien des acquis, grève à Air France pour les salaires... Grève et affrontement dans les colonies aussi. À Nouméa (Nouvelle-Calédonie), des salariés de la société de transport urbain Carsud ont cessé le travail à l'appel de l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités) contre des licenciements abusifs. Enfin, et c'est peut-être prometteur, une mobilisation très réussie des caissières de supermarchés et autres hypers. Un secteur où les travailleuses pauvres sont légion, où le temps partiel imposé est un mode de management par la soumission. Enfin, un désert syndical irrigué. Longue vie et bonnes luttes aux salariées de ce secteur où le profit des uns rime avec pauvreté et mal-bouffe des autres... Grève annoncée dans l'audiovisuel public le 13 février pour la pérennité du service public que Sarkoshow veut brader afin de redistribuer la pub de France 2 à son pote Bouygues de TF1 dont les caisses petit à petit se vident du fait du transfert d'une partie de la manne publicitaire vers Internet. C'est beau l'entraide de classe.

Du côté de la casse et des suppressions d'emplois, on tient le rythme. Salomon, 284 salariés déchaussent à Rumilly (74), Gandrange en Moselle, 700 emplois à la trappe et des promesses de reclassement probablement comme précaires dans les supermarchés du coin. Une fois encore Sarko veille aux intérêts de son futur nouvel ami Lakshmi Mittal. Faut bien trouver des plans pour partir en vacances... PSA annonce mille départs « volontaires »; le fret SNCF, la suppression de 6000 emplois... des zones entières vitrifiées dans la pauvreté...

Tarbes (65), l'usine Socata, filiale d'EADS, menacée, 1150 salariés angoissés; 3000 autres mal en point à Arques (62), la direction jure que c'est de l'intox syndicale. GSK (groupe Glaxo) en Mayenne prévoit 162 licenciements d'ici à 2010. Il est encore temps: anticipons, autogérons! La cerise sur le calot, comme quoi tout fout le camp, 20000 suppressions de postes civils au ministère de la Défense d'ici à 2013, encore de l'intox, dit le ministre... qui vivra verra!

Dans le voisinage, c'est du pareil au même. Italie, le carrossier Bertone en faillite, 1300 prolos à la casse et le rachat probable de Alitalia par Air France en laissera 1700 sur le tarmac. Allemagne, Nokia part en Roumanie 2300 « petites mains » inutiles sur 4000 déconnectées. Canada, Québecor World dépose son bilan, 128 imprimeries, 28000 salariés qui dépriment et attendent le couperet libéral. États-Unis, Ford 13000 postes de travail en moins, vitrification en cours. Avon cosmétique se fait une beauté en prévoyant de virer 6 % de son effectif soit 2400 personnes d'ici à 2011-2012. Algérie, cent entreprises privatisées en 2008, sans doute au profit de la mafia militaro-nationaliste, restructurations annoncées! Là-bas aussi, anticipons, autogérons...

Petites satisfactions parfois. Dix-sept mineurs insurgés lors des grèves insurrectionnelles de 1947 et licenciés à vie à l'époque viennent après 60 ans de résistance d'avoir gain de cause. Licenciement abusif! Qu'on se rassure, il n'est pas question de les réintégrer mais seulement de les dédommager. Les scénaristes états-uniens toujours en grève depuis onze semaines bloquent la remise des Golden Globes et menacent celles des Oscars en février. Les cheminots allemands de la traction arrachent 11 % en moyenne d'augmentation. Comme quoi, la menace de la grève générale n'est pas qu'un mythe romantique.

Encore quelques chiffres de ces Temps maudits, en 2006, en Afrique du Sud, le taux de chômage de la population noire est de 48 % et les déçus de l'ANC qui vivent avec moins de 1 dollar par jour sont passés de 2 millions en 1994 à 4 millions aujourd'hui. Ici, 75 % des recrutements des femmes se sont faits en CDD et 60 % pour les hommes, précariser plus pour exploiter mieux. 30 % des techniciens et des cadres du Technocentre Renault stressés, harcelés, déprimés. 30 %, plus un: Gautier-Sauvagnac, le financeur des milices patronales, enfin mis en examen. Ça fait du bien même si on sait que la justice de classe, à terme le blanchira comme le pognon envolé de la Société Générale. Pire, encore, 1861 immigrés clandestins sont morts en 2007 en tentant de rejoindre le paradis libéral européen et 151000 Irakiens sont morts libérés en Irak où les marchands d'armes et les mercenaires ne se sont jamais aussi bien portés. Le profit des uns au mépris de la vie des autres.

Hugues,
Groupe Pierre-Besnard

Brèves de combat

Grande consommation en grève

Un nombre inattendu de caissières et caissiers de grandes surfaces se sont mis en grève contre leurs « patrons négriers ». Le fait est assez rare pour être signalé et fait suite aux actions engagées par les caissières, notamment autour des fêtes de fin d'année « pour frapper là où ça fait mal au patronat », Respect !

Solidarité ô sans papiers !

Pour faire face à la vague sans précédent de licenciements des travailleurs sans papiers. Pour faire respecter les droits dont doivent bénéficier tous les travailleurs avec ou sans papiers. Pour répondre aux lois racistes du gouvernement. Pour s'informer sur la « politique de régularisation par le travail » et la circulaire du 7 janvier 2008. Pour ne pas rester isolé face aux patrons et aux préfectures. Pour affirmer l'engagement des syndicalistes aux côtés des sans-papiers, une réunion s'est tenue le 10 février à la Bourse du travail de Saint-Denis et a réuni des dizaines de personnes concernées et de soutiens.

Libérez tous les camarades !

L'année dernière, Nathalie Ménigon puis Jean-Marc Rouillan ont enfin obtenu un aménagement de peine, après plus de 20 ans de prison. Pour ces militants d'Action directe, ce n'est pas encore la liberté, mais c'est la dernière étape avant la libération conditionnelle. En attendant, ils doivent subir pendant au moins un an un régime de semi-liberté, qui reste néanmoins une semi-détention, assortie de contraintes exceptionnelles. Nathalie et Jean-Marc ont arraché ce nouveau statut sans avoir renié leur engagement révolutionnaire. Avec Joëlle Aubron et Georges Cipriani, ils ont résisté collectivement et sont restés solidaires durant toutes ces années d'enfermement, souvent dans des conditions extrêmes.Les soutiens doivent continuer.

Homophobie au Sénégal

Des amis homosexuels organisaient à Dakar une fête pour célébrer « le mariage » de deux d'entre eux. Des photos ont été prises pour l'occasion. Le lendemain, elles se sont retrouvées dans les journaux sénégalais *Icône* et *l'Observateur*. Dès lors, plus de vingt personnes ont été arrêtées. Dans sa fuite, l'une d'elles est tombée du 4e étage et est encore dans le coma. Les responsables religieux relaient l'homophobie de la presse et de l'État. Les imams ont prévu d'orienter leurs prêches sur la question « du fléau gay ».

Rétention de sûreté : saleté

Le Syndicat de la magistrature, la LDH, Act-up Paris et plus de 200 personnes ont manifesté devant la Sorbonne, alors que la ministre de la Justice défendait son texte au Sénat. Ces associations qualifient la loi de Rachida Dati sur la rétention de sûreté « d'atteinte aux libertés publiques fondamentales ». Le texte de loi prévoit la création de centres fermés baptisés « centres socio-médico-judiciaires », dans lesquels des criminels condamnés à au moins 15 ans de réclusion pourront être retenus s'ils sont jugés encore dangereux à leur sortie de prison.

Au suivant !

Le 5 février, Christophe, un quatrième militant du CSP 59 et à RESF, a été convoqué, après Roland, Arnaud et Eva, à la brigade criminelle pour l'affaire de plainte de Mme Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, « contre X pour diffamation et atteinte à l'honneur et à la considération de la police nationale » pour « deux tracts du CSP59 du 16 et 17 août 2007 ». L'union locale de la CNT Lille et environs dénonce cet acharnement policier qui vise à nier la répression policière contre les grévistes de la faim à l'été 2007, répression que subissent quotidiennement les sans-papiers.

Prisonnières de Fresnes

Lu Semedo De Veiga, prisonnière, âgée de 28 ans, mère d'un enfant de 11 ans est décédée dans la prison de Fresnes. Lu se plaignait de maux de tête, de nausées, de vertiges, durant trois mois elle a été soignée au Doliprane... Elle demandait son hospitalisation, mais l'administration pénitentiaire a négligé ses appels au secours, jusqu'à son hospitalisation, suite à un arrêt cardiaque et sa réanimation dans la prison, elle est morte à l'hôpital. Pour les prisonnières de Fresnes, ce n'est pas un accident : c'est une infraction pénale. Elles demandent l'ouverture d'une enquête sur la mort de Lu et sur le service médical de la Maison d'arrêt des femmes de Fresnes.

Quelle Europe ?

Le sommet de Lisbonne les 18 et 19 octobre 2007 a permis un accord entre les chefs d'États européens sur un nouveau traité européen. En réalité, il reprend l'essentiel du texte rejeté en mai 2005 et s'inscrit dans la droite ligne de la construction capitaliste de l'Europe (dumping social, baisse du « coût du travail », « concurrence libre et non faussée », chasse aux immigrés, fermeture des frontières aux portes de l'Europe, coopération policière...).

La ratification se fera dans le courant de l'année 2008 par la voie parlementaire dans la quasi-totalité des États.

Justice nulle part !

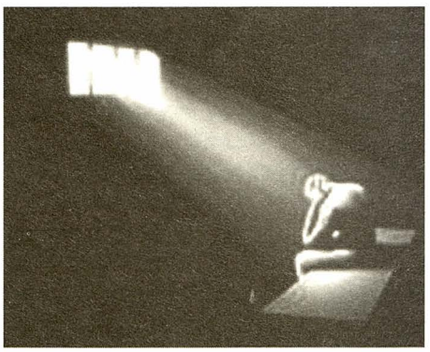
Les premiers Établissements pénitentiaires pour mineurs viennent d'ouvrir et des premiers faits graves surviennent déjà. Samedi dernier, un adolescent s'est suicidé à l'EPM de Meyzieu où il était incarcéré. Le suicide d'un adolescent est toujours un événement douloureux et inacceptable, a fortiori, en prison.

Parisot, toujours plus !

Ignorant les mésaventures dans les sondages du hamster de l'Élysée, la cheftaine du Medef en veut encore plus. Voilà-t-y-pas qu'à la une d'un quotidien financier, elle réclame la fin de la retraite à 60 ans ! Pourquoi pas la fin des congés payés ?

Pinocchio chez les ouvriers

En mai 68, ça graphitait dur sur les murs. Il y avait, de manière outrée mais il le fallait : les jeunes font l'amour, les vieux, des gestes obscènes. Et l'agité suprême, quand il visite ses bonnes entreprises en difficulté, à Gandrange ou ailleurs, il fait quoi ?



Après le Mac-job, le bac-McDo

Les travaillistes anglais, leurs socialistes à eux, ne cessent de nous étonner après avoir sponsorisé certaines de leurs écoles publiques. Ils brisent les tabous des « vieilles divisions entre les qualifications nationales et la formation en entreprises », pour reprendre les propos de John Denham, le ministre des Universités et de la Formation, leur Pécresse locale. Trois sociétés privées vont pouvoir décerner des diplômes équivalents au A-Level (le bac anglais). Le Advanced Level (niveau avancé) est un examen passé au cours des deux dernières années de l'éducation secondaire.

Ces trois entreprises méritantes sont McDonald's, le leader du fast-food, Network Rail (société de gestion et d'entretien du réseau ferroviaire) et une compagnie aérienne à bas prix, non ce n'est pas Ryanair du couple princier Carla-Sarko mais Flybe. Des diplômés nationaux en gestion du travail en équipes McDonald's, des doctorants en ingénierie ferroviaire Network Rail et des stewards et des hôtesses Flybe sortiront des usines – euh, non de ces écoles-maisons. Ne doutons pas qu'ils soient bien formatés.

Mais « c'est pour leur bien », nous répètent les braves gens, ceux qui ne croient pas que la loi Pécresse prépare l'arrivée des facs-Areva ou des facs-l'Oréal, à voir ?

On peut gloser du modèle britannique, mais n'est-il pas déjà trop tard ?

En effet, que dire de ces lycées professionnels, bien français, créés sur un bassin d'emploi et spécialisés pour un type de métier.

Ne doit-on pas raisonnablement s'interroger sur l'avenir professionnel des élèves des lycées dédiés à l'aéronautique, tel le lycée Marcel-Dassault de Mérignac, alors qu'en 2006, EADS y a fermé son usine Sogerma, ou tel le lycée Saint-Exupéry de Blagnac, spécialement construit pour Airbus alors que Latécoère, l'équipementier d'Airbus, annonce ces jours-ci, une délocalisation d'un milliers d'emplois en Tunisie ?

À quand un diplôme No Future ?

Jimma

Quand l'autruche éternue. .

Lécheurs de talonnettes et autres dépôts de bilan

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? En premier lieu Faudel, petit prince du raï de coke, sarkozyste par pure bêtise : **« Je me suis retrouvé sur des mots où qu'il fallait [sic !] se retrousser les manches. »** Les tiennes de manches, t'es sûr, ou celles des autres ? Plus loin, Faudel s'agace : **« Sous prétexte que je sois Français [re-sic !] d'origine algérienne, il faut que je sois de gauche ? »** Mais non, petit, t'inquiète, t'es comme Amara, toi, t'es même pas de droite. Juste des lèche-talonnettes.

Fort heureusement chez nos bons maîtres tout n'est pas aussi tristounet qu'une jérémiade à la Faudel. Par exemple, Villepin s'est remis à la poésie. **« Aujourd'hui comme hier, le cœur saigne. Le combat est solitaire, d'un devoir sans gloire. »** Sans gloire, et solitaire, le Galouzeau… C'est beau, tiens, on dirait du veau. Mais à abriter en son sein l'avant-garde littéraire, il était à parier qu'un jour l'UMP s'attirerait les foudres des Superdupont du FN. Ainsi, selon Bouguereau, candidat à Toulon, **« L'UMP est truffée d'anciens soixante-huitards. Elle a ripé au centre gauche. »** Et Fillon, c'est le Che ? Quoique… À voir Sarko grimper sur le premier tonneau ouvriériste qui passe, on ne serait pas loin de donner raison à Bouguereau. En visite dans le Nord, le nain à gourmette lâche : **« Je crois aux usines, c'est mon truc. »** Devant deux cents prolos comme hypnotisés par la verve de l'ami des patrons, ce dernier nous informe que **« le monde a besoin d'acier »** (ah oui ?), que **« c'est quand même le rôle du président, quand on veut fermer une aciérie, de se demander s'il n'y a pas quelque chose à faire. »** Nationalisation ? Je déconne…

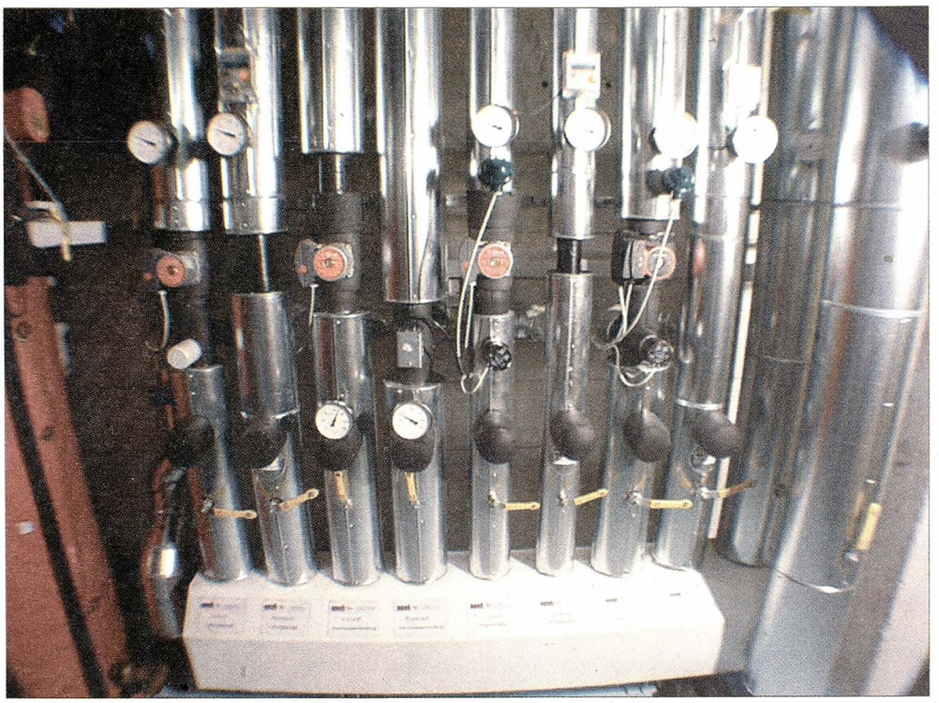
Quelques jours plus tard, l'agité s'en allait présenter son plan banlieue (à ce propos, comment elle va Fadela Amara ? Toujours en dépression ?) **« Nous allons réinventer la ville »**, annonça gourmetteman. Et le fil à couper le beurre, par la même occasion ? Il y a des fois, on serait d'accord avec Dupont-Aignan, homme de droite s'il en est, mais qui demandait il y a peu **« quand est-ce que Nicolas Sarkozy arrêtera de jouer à la game boy, pour devenir enfin président ? »** Passons…

Passons tout aussi rapidement sur la gauche de gouvernement, puisque que **« l'opposition a peur de s'opposer »**, selon Quilès, du PS, surnommé monsieur boules. Pour donner une idée de ce que fut l'ambiance dans les rangs socialistes, lors du dernier congrès de Versailles, il suffit de lire Emmanuelli, qui commentait la prestation de son camarade Moscovici : **« Je ne t'ai pas écouté, mais il paraît que tu as été mauvais. »** Gentillesse… Et tandis que ça s'écharpe, le traité de Lisbonne est en passe d'être ratifié. Sandrine Mazetier, du PS également, de conclure : **« Je ne suis pas sûre que l'opinion publique ait compris quoi que ce soit à ce qu'on pensait réellement. »** Ah, tu crois ? Hollande, cependant, était content, comme d'habitude : **« Aujourd'hui on solde l'affaire »**, se félicita-t-il. Les soldes, au parti socialiste, ont des relents de dépôt de bilan.

Frédo Ladrisse

. . c'est toute la jungle qui s'enrhume

Chaleureuse révolution !



Lu dans le canard interne de la SNCF (« *Les Infos* » n° 278 du 18 janvier 2008) une information reprise du *Figaro* du 4 janvier 2008. Sous le titre « Suède : une idée très développement durable », il est relaté qu'à la gare de Stockholm, la chaleur humaine dégagée par les 250 000 personnes y circulant quotidiennement sera récupérée via le système de ventilation et servira à réchauffer de l'eau, acheminée ensuite vers un immeuble voisin (bureaux, hôtels et commerces) à construire pour 2010. Moyennant un investissement de 20 000 euros, ce système devrait réduire le coût de chauffage de 20 %.

Et pourquoi pas, ma foi ? C'est la bonne vieille organisation des fermes très pauvres d'antan où un espace unique rassemblait l'étable et les parties d'habitation en mezzanine, le tout chauffé à la chaleur des bêtes. Sauf qu'aujourd'hui, ce serait : qui fait l'homme fait la bête ! Mais si ça peut nous désaliéner de la vision anthropocentriste du monde en rabattant notre superbe d'être supérieur, est-ce un mal ?

On se dit malgré tout : il y a quelque chose qui cloche. Peut-être la logique même du système, en société capitaliste. Car le procédé ne conduit-il pas à légitimer en retour un système de transport concentrationnaire (au sens propre) qui oblige à passer en masse, aux mêmes horaires dans des grandes salles d'échanges (qui deviendraient désormais d'échanges de calories) ? Le culte de la performance et de la rentabilité ne va-il pas engendrer des aménagements publics dictés par les exigences des thermiciens : favoriser la déperdition rapide de chaleur des corps, ou rapprocher les flux humains des tubulures des échangeurs de calories ? Le citoyen modèle devra accumuler de la chaleur chez lui, car son parcours extérieur dans la cité sera une longue série de pertes de calories, pour chauffer bureaux, hôtels et commerces ; et il est aussi là le malaise. Car il ne suffit pas aux négociants de la vie d'aliéner notre capacité d'action avec le salariat, il ne leur suffit pas d'aliéner notre capacité de réflexion avec une propagande de tous les médias (information, pub, industrie de la « création », etc.), il leur faut encore aliéner à leur obsession mercantile notre propre « chaleur humaine ». Quand on vous dit que le capitalisme est un projet fondamentalement totalitaire !

La vertu individuelle, ferment du lien social, sera bientôt d'être chaleureux ; et, si l'on s'arrête à cette formulation, comment pourrions-nous être contre ? « Aux hommes chaleureux le développement durable reconnaissant », lira-t-on bientôt aux frontons des édifices. Les programmes électoraux ou les audits des ministres mettront en avant le bilan énergétique de leurs politiques sociales, et la logique d'enfermement des pauvres trouvera en la matière une légitimité durable (elle aussi...).

Dans ce schéma, les gares verront leur importance économico-stratégique croître encore. Zones traditionnelles d'errance des paumés, elles valent des montagnes de joules. Est-il vraiment utopique de penser que les nouvelles pompes à chaleur humaine conduiront nos arrogants tyrans à reconsidérer la question des sans-abri ? En logique thermicienne, ceux-ci représentent un gaspillage insupportable de calories, et, en logique libérale, leur assurer un logement est un gaspillage de ressources financières face à une « demande » non solvable. Gageons dès lors que nous verrons prestement les grands équipements privés ou publics rivaliser de « charité-bien-ordonnée » pour attirer les pauvres vers des zones abritées spécialement aménagées pour la récupération de chaleur, à proximité mais hermétiquement séparées des zones pour citoyens. La Fondation solidarité de la SNCF négociera avec les syndicats la tenue de manifestations dans les gares (tous ces gens qui crient « ça va chauffer » : quelle aubaine !), et avec les Enfants de Don Quichotte la possibilité de campements de solidarité à leurs abords (ça fait toujours plus de calories !). Et comme il est acquis, depuis plus de dix ans de Vigipirate, que les gares sont des garnisons militaires permanentes, on n'a plus à craindre la juxtaposition de la chaleur propre du citoyen et de la chaleur puante du relégué : on saura toujours mater toute velléité de fusion moléculaire. La preuve est faite : le développement durable exige durablement le développement des pauvres !

Si le capitalisme doit mourir de ses contradictions, souhaitons alors que, calories pour calories, la classe des opprimés comprenne vite que son avenir énergétique passe inéluctablement par un immense et réjouissant embrasement révolutionnaire, à en faire péter les calorifères !

Dr Martius

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

Les Échos

Les dessous de la presse

La presse quotidienne française survit tant bien que mal. Il y a quelque temps, *France-Soir* était promis à la disparition et il survit encore. *Le Monde* est encore en crise... Les journaux financiers se portent bien dans les kiosques, mais la réalité est autre. Nous avons demandé à H. C., salarié du groupe *Les Échos*, ce qu'il en pensait.

S. B.

Une interviou de **Sitting Bull**

Le Monde libertaire: Les médias sont aujourd'hui focalisés sur les problèmes de la Société Générale. La presse financière est bien sûr au premier rang. On en oublie presque qu'il y a quelques mois elle était dans la tourmente. L'empire Lagardère et ses prétentions mettaient en péril l'existence de *La Tribune*. *Les Échos* auraient été le seul quotidien financier... Pourrais-tu faire le point?

H. C.: La destruction de milliards d'euros intéresse beaucoup de personnes dans notre pays... Ce qui arrive à la Société Générale, c'est un peu un résumé de questions touchant tout le monde: le logement, les jeux boursiers, le chômage, le marasme et de possibles restrictions... La presse écrite continue d'être attractive à côté des médias plus facilement disponibles comme la télé ou la radio. *La Tribune* est depuis presque quinze ans la propriété, via DI Group, de LVMH. Son patron, Bernard Arnault, a acquis également le journal patrimonial *Investir* et entend constituer avec des radios et des télés un groupe de médias. Il en a les moyens, c'est l'homme le plus riche de France et avec ses multiples marques... et un des plus importants annonceurs. Seulement, *La Tribune* ne connaît que des crises depuis qu'il en est propriétaire. Une valse de dirigeants (dont un qui s'est carrément « enfui » sans prévenir quiconque!). Le titre a fait perdre 100 millions d'euros à Arnault... Pressions sur les journalistes, encadrement tyrannique, beaucoup viennent travailler à reculons depuis des années. C'est alors qu'est faite l'annonce de la vente des *Échos* par Pearson à LVMH.

Depuis plusieurs années, Les *Échos* tendent à mordre sur les journaux dits « généralistes », des lecteurs du *Figaro* ou du *Monde* par exemple, des cadres, se reportent sur lui (un peu sur *La Tribune*, mais ce n'est pas le plus significatif). Le choix éditorial est similaire à celui d' *Il Sole-24 ore* à Milan: un journal de droite, patronal, (là-bas c'est carrément l'organisation patronale Confindustria qui en est le propriétaire! et le titre n'hésite pas à s'opposer au populisme d'un Berlusconi), un journal qui donne une information économique, mais aussi politique et culturelle.

Et puis, il y a six mois, un nouveau président est élu... Un proche de Bernard Arnault, l'acheteur, et aussi du PDG du groupe *Les Échos* qu'il va nommer, Nicolas Beytout. « Il », on peut dire indifféremment Arnaud ou Sarkozy, puisque la rédaction apprendra dans le bureau de l'Elysée le choix du nouveau PDG, alors qu'elle s'est déplacée pour une interview sur la politique économique!

Le M. L.: Dans la mobilisation du personnel des *Échos* comme de *La Tribune*, les journalistes étaient en pointe. Quid du Livre parisien qui a semblé bien en retrait. Certes, son importance n'est plus ce qu'elle était, mais a-t-il perdu vraiment toute influence ?

H. C.: La rédaction est choquée par l'annonce du rachat par LVMH. Chacun comprend l'enjeu pour l'exercice du métier de journaliste. Les va-et-vient entre les deux rédactions sont habituels et chacun connaît son « compétiteur » du titre rival, parfois depuis des années. Tout se sait d'un titre à l'autre. Et puis les salaires comme les conditions du travail sont meilleurs aux *Échos* C'est un titre où l'on entre après avoir fait ses preuves ailleurs, où on espère parfois « terminer » sa carrière... Une société des journalistes vient d'être créée, la quasi-totalité de la rédaction s'y inscrit. Rédaction en chef, encadrement, journalistes, la cohésion devient très forte et c'est cette catégorie qui va ici définir la presse dans son indépendance. Certains ironisent au début devant les craintes de plumes qui n'hésitaient pas à annoncer licenciements et crises industrielles comme autant de « nécessaires dégraissages » et de « modernisations douloureuses mais inéluctables », mais ils passent à côté de la colère de salariés qui se sentent trahis par leur actionnaire (un groupe anglo-saxon qui se définissait comme de presse), vendus à un industriel surnommé « l'Ange exterminateur* » (tout un programme) par un livre d'enquête réalisé par un... journaliste économique. C'est la qualité de leur métier qu'ils défendent, leurs enquêtes, leurs qualifications (et donc leur salaire). Enfin, si les journalistes des *Échos* se mobilisent, c'est surtout qu'ils savent pouvoir encore le faire alors qu'autour d'eux d'autres rédactions sont déjà en difficulté. Celle de *La Tribune* est tétanisée par leur réalité d'entreprise en péril. À *Libération*, leurs confrères viennent de perdre leur droit de regard sur la gestion capitalistique, au *Monde*, un affrontement entre ceux qui travaillent pour Internet et ceux du papier se dessine sur fond de difficultés économiques sérieuses. Les métiers du journalisme sont atteints directement aujourd'hui.

La Tribune

Pour le Livre parisien, la mobilisation est différente, trente ans de plans sociaux sont passés par là. La Filpac-CGT essaye aujourd'hui de mobiliser à l'échelle de toute l'industrie. Il s'agit pour elle de défendre tous les salariés qui concourent à son existence. Les journalistes sont à des années-lumière de cette vision. Beaucoup d'eux sont frappés du syndrome de la presse : se croire non seulement indispensables mais surtout définissant l'ensemble ! Savoir comment leurs papiers sont imprimés, distribués, reste marginal et de l'ordre de travaux de « service ». Pourtant, tout change d'un bout à l'autre de cette industrie.

De plus, Bernard Arnault respecte – pour l'instant – les accords qu'il a signés avec le Livre. L'action de ce dernier sera donc de demander aux journalistes (et il n'est pas le seul, les élus des employés le demandent également) d'inverser les revendications : mettre d'abord la garantie de l'emploi pour tous et après l'indépendance rédactionnelle. Son influence demeure donc, comme force collective, ce qui reste bien précieux dans une industrie dont les statuts volent en éclats.

Le M. L.: Les journaux gratuits et Internet concurrencent la presse écrite. L'avenir ne serait-il qu'à ces médias ou vois-tu encore un avenir pour les journaux financiers ?

H. C.: Tout d'abord, les journaux gratuits constituent une partie de la presse écrite. Et l'Internet pas son alternative (il n'y a pas la presse écrite *ou* Internet mais *et* Internet). La presse quotidienne nationale ou régionale, les hebdomadaires, voire les mensuels, connaissent tout simplement une mutation. Ils ne sont plus tous seuls. Ils ne possèdent plus l'avance technologique, câbles sous-marins et rotatives qui leur a permis entre les années 1860 et 1960 de structurer un média de l'écrit comme pôle dominant de l'information. Depuis, ont été inventés le cinéma (les actualités), la radio, la télévision, les matériels hi-fi, jusqu'à l'Internet. Chaque média a alors « repris » ce qui « lui revenait » technologiquement.

Pour les journaux financiers, ils ont un peu « d'avance ». Leur lectorat (des cadres) consomme de l'Internet dans le temps de leur quotidien professionnel. Mais il continue pourtant d'avoir un goût pour le « temps d'un titre », d'une publication. C'est ce besoin d'une lecture dans un temps donné – le quotidien ou l'hebdomadaire – qu'il s'agit de satisfaire. Par l'offre, et là le pluralisme prend tout son sens, par la qualité de l'impression et la disponibilité. Internet s'ajoute et dynamise le titre par ses spécificités : documentation disponible, interactivité, médias audio et vidéo utilisables, instantanéité. Un journal passera aussi bien par le biais du média Internet – il sera (*Les Échos* sont pour l'instant le seul groupe à le faire) lu sur un e-papier (un écran se présentant comme une feuille plastifiée) – que par une surface papier. Ce seront les besoins de diffusion d'une information qui régiront alors telle ou telle utilisation.

En nommant la semaine dernière une journaliste chevronnée, ayant participé au mouvement de l'année passée, responsable des carrières et de la formation des journalistes, la nouvelle direction des *Échos* a bien en tête le basculement de la rédaction d'un environnement papier simple à l'Internet en direction du papier. Cette nouvelle expression de l'écrit empruntera un peu au temps de l'hebdo pour une pause, une réflexion... quotidienne.

Mais qui possédera ces titres ? Quelles conditions professionnelles et salariales pour ceux qui les fabriqueront ? Si la presse écrite a un avenir, c'est aussi en répondant à ces questions-là... S.B.

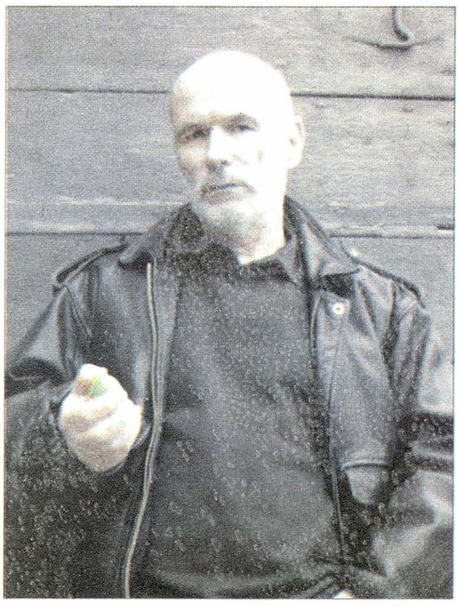
**L'Ange exterminateur*, Albin Michel, janvier 2003.

Questions à Jann-Marc Rouillan,

écrivain semi-libéré

Jann-Marc Rouillan est en semi-liberté depuis le 17 décembre 2007. Il vient de publier *Chroniques carcérales* aux éditions Agone. À cette occasion, l'ancien militant d'Action directe nous accorde une interviou où il est notamment question d'histoire contemporaine, de prison et de littérature.

Une interviou par **Paco**



Paco : Ta condition de semi-libéré ne te permet pas d'évoquer les faits pour lesquels tu as été condamné à la réclusion à perpétuité. Nous allons donc essayer de nous limiter essentiellement à ce qui appartient à tes activités « littéraires ». Dans l'une de tes chroniques écrites à Moulins, en 2004, tu te demandais si tu allais reconnaître « le pays du dehors » après vingt ans passés en prison. Maintenant que tu as un pied dehors depuis quelques semaines, peux-tu répondre à la question ?

Jann-Marc Rouillan : Pas vraiment. Du moins je n'ai pas encore réussi à formuler mes premières impressions. Et donc que dire ? Pour sourire, je citerai le président Mao : « Celui qui n'a pas mené l'enquête ne peut parler. » Pour moi, l'investigation se poursuit.

Mais est-ce un monde si différent de celui que j'ai quitté à la fin des années quatre-vingt ? Je ne le pense pas. Du moins à première vue dans ce pays, je ne note pas de très grands changements. Le libéralisme se déchaînait déjà et les principaux ravages qu'il provoqua dans la société s'étaient imposés ou étaient en voie de le faire. S'il y a une différence vraiment forte, je la remarque chez les gens, chez les copains et les camarades. Dans leur état d'esprit. Ils ne semblent plus croire (ou du moins plus concrètement) à une possible libération radicale. C'est-à-dire à une action capable de préparer cette libération collective et donc de la vivre dès maintenant, telle une libération pour soi-même.

Ainsi, le souffle de l'espérance paraît s'être tari.

Dans toutes les conversations, je ressens un lourd fatalisme. Et la présence dictatoriale de limites (sociales, politiques, culturelles… et ô combien légalistes et pacifistes). Des limites acceptées dans l'absolu comme si elles étaient objectives et indépassables. Bien sûr, je découvre beaucoup de démerde et parfois un peu d'illégalisme, mais peu de militantisme révolutionnaire comme nous le connaissions dans l'après 68.

Sans compter qu'aujourd'hui, une opinion radicale de gauche est défendue mais sans trop en assumer les conséquences politiques. Car finalement tout se limite souvent au simple syndicalisme et à l'électoralisme. Sans conteste, le syndicalisme révolutionnaire et jusqu'à l'électoralisme d'extrême gauche peuvent avoir une utilité pour le projet révolutionnaire mais ils ne le résument pas… Loin de là !

Mais là encore je dois rester prudent car je suis « dehors » depuis trop peu de temps et sans doute que beaucoup de choses m'échappent encore.

P. : Comment se passe le retour en cellule le soir et le week-end ? Cela ne doit pas être évident d'aller frapper à la porte d'une prison pour y entrer !

J.-M. R. : Tu parles ! J'ai passé des années et des années à gamberger au comment je pourrais m'arracher de zonzon et me voilà réduit chaque soir à sonner à la porte ! Et, en plus, certains soirs nous sommes contraints à faire la queue au moins un quart d'heure ! Jeudi dernier, un gars trop impatient a filé des coups de tatane dans la lourde. Je lui ai expliqué en rigolant que nous n'allions pas faire un mouvement collectif pour nous faire boucler plus vite !

P. : Cette transition te permet peut-être de te réadapter doucement, de remettre tes pendules à l'heure… et d'écrire de nouvelles chroniques.

J.-M. R. : Bien évidemment, à l'extérieur, les heures s'évanouissent trop vite. Les premiers jours, j'en étais assez déstabilisé. Je rentrais pour m'écrouler. Je dormais. Du coup j'évoquais un « métro, boulot, zonzon » ! Et le premier samedi quand je me suis retrouvé en cellule, j'ai vécu ces retrouvailles avec le temps du dedans comme un soulagement. Tout d'un coup, il n'y avait plus rien à faire, ni à voir, ni à débattre… Il ne restait que ma bonne et vieille carapace de pierres et de grilles. Et le rythme du temps inutile et vain du monde auquel lentement je m'arrache.

Pour le moment, je n'écris pas en cellule. Tout simplement parce que l'administration rechigne à me refiler mon ordinateur. C'est le genre de petit tracas qu'ils adorent occasionner aux « vedettes » de l'actualité judiciaire.

P. : Tu n'as jamais connu une détention « normale ». Détenu particulièrement surveillé, tu ne côtoyais pas les mêmes personnes que celles que tu croises aux Baumettes. Quels sont tes rapports avec les « Gremlins », ces mômes qui tombent pour des conneries ? Ils connaissent ton histoire, tes chroniques ? En ce monde gangrené par le people, es-tu, malgré toi, une sorte de « star » à leurs yeux ?

J.-M. R. : Le premier jour, pour eux, je n'étais qu'un Chibani comme les autres. Ils n'ont bien sûr jamais lu les *Chroniques* ni mes autres bouquins. D'ailleurs j'ai l'impression qu'ils ne lisent rien ou pas grand-chose, sans doute *20 Minutes* ou *la Provence*. À leurs yeux, je ne suis devenu quelqu'un qu'à partir des reportages télé et des photos dans cette presse.

Un soir dans le métro, des meufettes m'ont abordé en me demandant de « quoi j'étais une star ? ». Le lendemain, un jeune s'est approché pour me dire admiratif : « Oh vingt ans de prison, monsieur, vous êtes un homme ! » Dans ces moments-là, tu te rends compte que la discussion est biaisée.

Dedans, dehors, les Gremlins se réfèrent à des valeurs qui ne sont pas les miennes. Et qui ne l'ont jamais été. Des passerelles se tissent malgré tout quand ils sont au courant de nos actions contre le colonialisme sioniste, les militaires américains ou contre les flics… Mais c'est un autre débat comme me le rappellerait mon juge d'application des peines.

P. : Tu parles parfois de la télé dans tes *Chroniques*. Ces vingt dernières années, tu as assisté à l'évolution de la vie du dehors à travers le zoom déformant des journaux télévisés. Aujourd'hui, en marchant dans la rue, en allant au café, n'as-tu pas l'impression de débarquer d'une planète même pas répertoriée sur les cartes ?

J.-M. R. : C'est incroyable, mais pas du tout. Seules quelques minutes ont suffi. Dès l'instant où ils m'ont jeté dans le bus puis dans le métro, le vieux réflexe du clandestin est revenu à la surface : ressembler à tout le monde ! Bien sûr la vitesse des véhicules m'a mis en difficulté, mais à part ça rien. J'ai eu l'impression de n'avoir jamais quitté les rues.

Je crois que cette aptitude est un héritage de mon passé. Avec la guérilla, j'ai lutté dans plusieurs pays. Je changeais fréquemment de ville et de culture et je devais m'adapter immédiatement. Un impératif…

Avant cette semi-libération, je ne connaissais pas Marseille et à chaque minute seul le sentiment de la découvrir m'anime.

P. : Après avoir écrit de superbes livres, te voilà éditeur. Et pas dans n'importe quelle maison d'édition. À quels livres as-tu déjà travaillé ?

J.-M. R. : Je travaille avec les éditions d'Agone depuis 2004 et j'ai bossé à des livres ouvriers comme la réédition de *Putain d'usine* de Jean-Pierre Levaray ou *Grain de sable sous le capot* relatant l'expérience des OS à Sochaux… J'ai également travaillé à la pièce d'Howard Zinn sur Emma Goldman…

P. : Quels sont tes projets ? De l'auteur, j'attends par exemple une suite à *De Mémoire*…

J.-M. R. : Je viens donc de publier le recueil des *Chroniques carcérales* et début 2009, je sors le *De Mémoire*.

Après avoir conté dans le premier volume l'époque du passage aux armes au cours des mois qui suivirent notre beau mois de Mai de 68, dans le second, je me penche sur le dernier jour du Mil (Mouvement ibérique de libération) à Barcelone. En septembre 1973, notre groupe de guérilla a été démantelé par la police de la dictature. Salvador Puig Antich a été arrêté au cours d'une ultime fusillade et ce camarade reste à jamais le dernier garrotté de la dictature franquiste.

P. : De quelle collection va s'occuper l'éditeur, vas-tu te spécialiser dans un domaine ?

J.-M. R. : Dans l'immédiat, je prépare la parution des *Carnets de luttes d'un anarcho-syndicaliste angevin* de François Bonnaud que nous publions en septembre prochain, et je concours également à la série de romans d'Alfred Döblin novembre 1918, dont nous éditons un inédit *Karl et Rosa, les derniers jours de la révolution spartakiste* à l'automne et les trois autres volumes en 2009.

Parallèlement, je dois fouiller les vieilles éditions des années soixante et soixante-dix afin d'alimenter notre collection de poche « Éléments » d'ouvrages marxistes et spécialement de la pensée hétérodoxe.

P. : J'ai été très impressionné par *La Part des loups*, un roman d'une grande intensité. Le personnage est poignant. Le fond de l'histoire emporte le lecteur. Je trouve cette fiction plus convaincante que dix mille tracts ou slogans réducteurs grâce au souffle humain qui l'enveloppe.

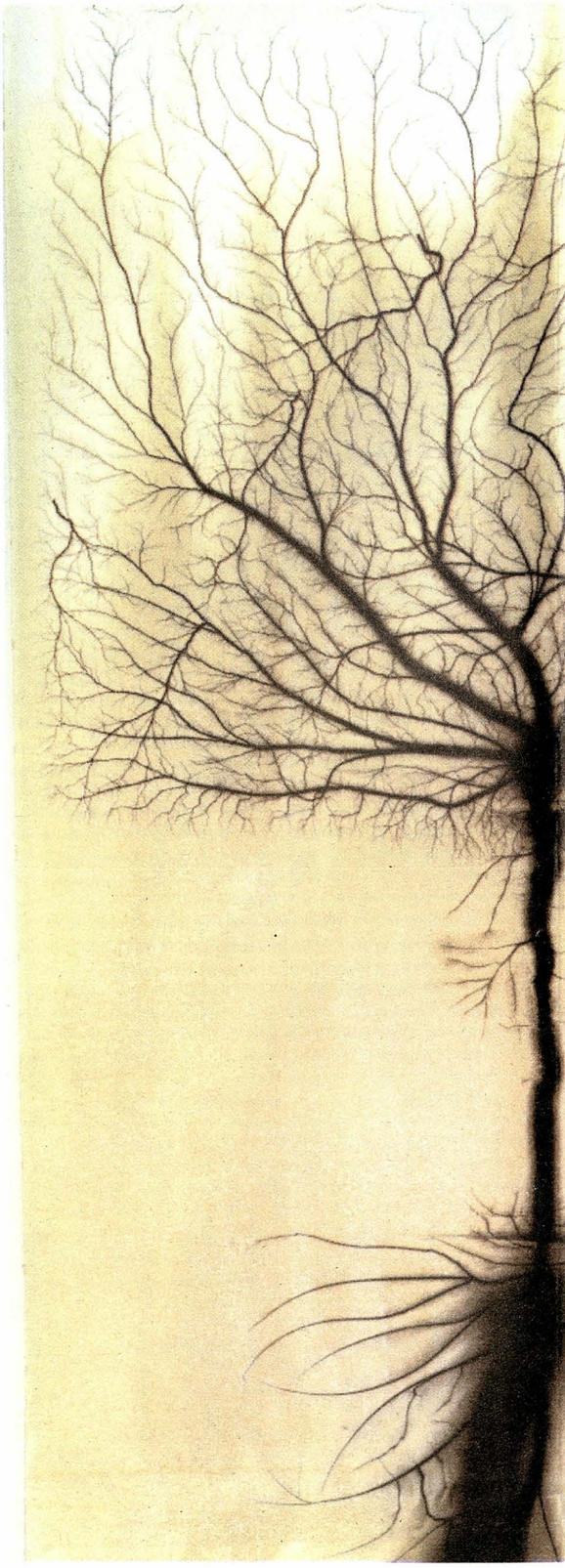
J.-M. R. : J'ai écrit ce livre littéralement au fond du trou. Au tournant de la 17e année de prison lorsque l'espoir d'une sortie rapide voire violente avait disparu. Je devais donc attendre encore des années et années… et tenir, passer les épreuves, retourner à l'isolement total comme l'année suivante ils m'y ont forcé à deux reprises, supporter les transferts disciplinaires…

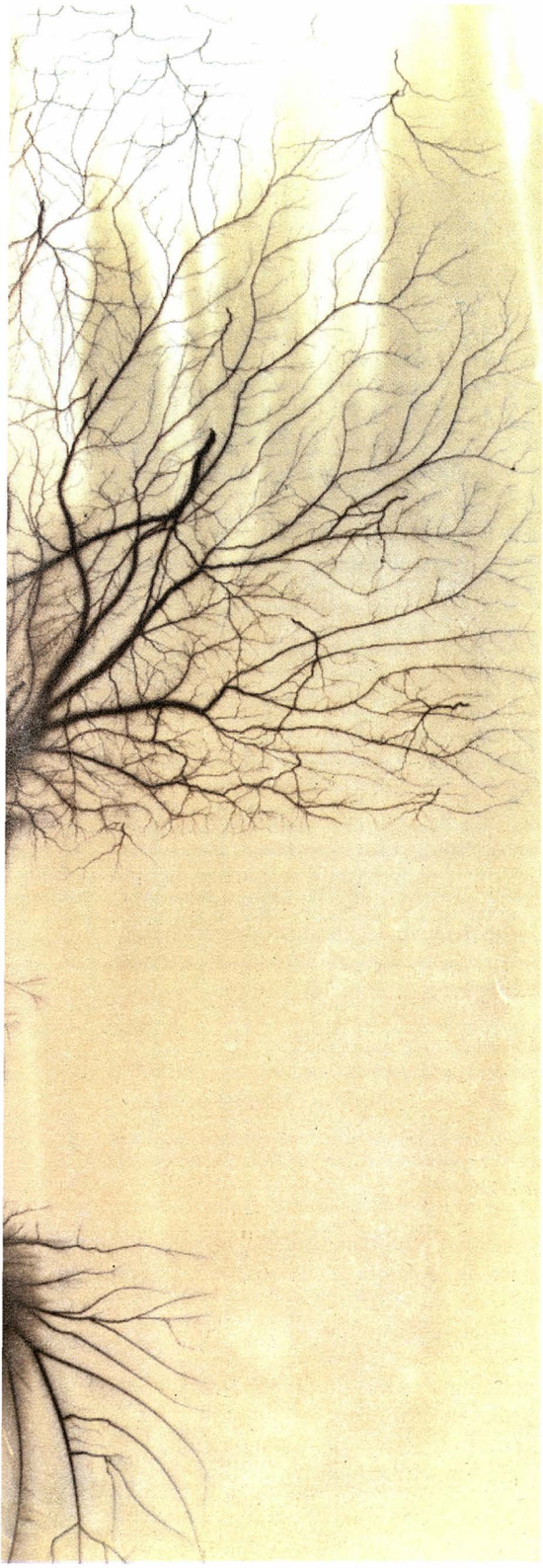
J'avais besoin de force et souvent c'est à travers nos devanciers qu'on y parvient le mieux. Au fil des jours, j'ai laissé remonter à ma mémoire les histoires que les vieux guérilleros espagnols communistes et anarchistes m'ont contées tout au long de mon adolescence.

Finalement, ce livre est un hommage à ceux qui luttent jusqu'au bout… en signifiant bien naturellement que j'essayerai de m'inscrire dans cette tradition.

Pas plus qu'il n'y en eut pour eux, il n'y aura jamais chez moi d'amende honorable. Quelles qu'en soient les conséquences. Et quoi que j'ai déjà payé jusqu'ici.

P. : Dans *La Part des loups*, j'ai été particulièrement étonné par ta façon de dépeindre la nature, les odeurs, les couleurs, les sons… Où trouve-t-on la force et la « liberté », en prison,





pour donner autant de vie aux montagnes, aux arbres, aux sources, au vent ?

J.-M. R. : En cellule, inutile de dire que nous vivons l'exil du pays du dehors. Comme pour la nostalgie de l'expatrié, l'absence nous conduit à magnifier. Cependant, je ne voulais pas laisser la montagne dans son unique rôle de décor. Elle devait devenir personnage à part entière à la manière des collines et du fleuve de Jean Giono.

L'expression populaire espagnole pour prendre le maquis est « echarse al monte ». Et finalement ce « monte » porte en lui la trace de tous les guérilleros et de tous ceux et celles qui ont résisté aux occupations, à l'Inquisition jusqu'aux guerres de guérilla du XIXe et XXe siècle. Ainsi dans *La Part des loups*, le couple du guérillero et de la montagne figure également le rapport à l'intemporel et à l'immensité du combat. Nous luttons et le combat nous enveloppe et nous habite. L'individu passe et le combat reste là debout comme un devoir à remettre sans cesse sur l'ouvrage.

P. : La poésie est très présente dans tes livres. Antonio Machado dans *La Part des loups*, Léo Ferré, Léonard Cohen, Claude Marti, Arthur Rimbaud, Paco Ibañez... sans oublier celle qui coule souvent entre tes lignes. Pourrons-nous un jour lire un recueil de poèmes signé Jann-Marc Rouillan ?

J.-M. R. : Je ne le crois pas, car je ne suis pas versificateur. Mais il est clair que je suis un adepte de la respiration poétique. D'un coup dans le texte, je sens le besoin d'un refrain, deux ou trois vers qui emportent le lecteur à la manière d'une digression mais une digression trompeuse car elle n'a pour but que de l'emporter au plus profond encore du discours.

P. : Je me pose des questions sur les conditions de réalisation de tes livres, de prison en prison. Comment ton écriture était-elle tolérée ? On n'écrit pas une belle somme comme *La Part des loups* en cachette. J'imagine aussi que la sortie de tes livres devait faire pas mal de bruit du côté de l'administration pénitentiaire, surtout quand des pages sortaient clandestinement, ou même chez les détenus. Ça se passait comment ?

J.-M. R. : La pénitentiaire a toujours fait la guerre à mes écrits. Au début, elle a traqué mes manuscrits et saisi mon ordinateur pendant plusieurs mois. Et je suis passé de nombreuses fois devant le prétoire (tribunal disciplinaire) pour détournement des procédures de censure et communication illégale avec l'extérieur.

D'ailleurs, je ne remercierai jamais assez toutes les personnes, prisonniers et familles qui m'ont aidé et permis qu'il demeure toujours une copie de mes travaux. Qui l'ont dissimulée parfois des mois et expédiée aux éditeurs le moment venu.

Au bout d'un moment, l'administration a laissé tomber. Et bien que tout se fasse clandestinement, quelques jours avant une parution, j'avertissais le directeur. C'était un modus vivendi... Cela lui évitait d'être prévenu par le ministère. Et d'en faire une affaire personnelle.

Dernièrement, les attaques ont été plutôt portées par les juges qui m'interdisent d'assurer le suivi de mes livres. Et particulièrement le fait de les défendre en librairie... et de pouvoir rencontrer mes chers lecteurs...

P : Tu as 55 ans et tu viens d'avoir le premier bulletin de salaire de ta vie. Au train où va le calcul des cotisations, tu pourras peut-être prendre ta retraite à 110 ans... Ton Smic est taxé d'un tiers par le Trésor public pour indemniser les familles des victimes. Par « chance », tu es encore nourri, logé et blanchi pour un moment, mais ça ne fait tout de même pas lourd pour survivre...

J.-M. R. : Dans les prisons, l'obsession de faire payer les prisonniers est devenue tyrannique. Un impressionnant système de ponction et de racket est mis en place. Un jour de permission « en plus » se paye cash. Un mois de grâce « en plus » c'est tant... Dans chaque bureau, tu entends le bruit de la caisse enregistreuse. Bien évidemment, la justification à propos des familles de victimes est parfaitement creuse et quasiment religieuse.

Mon cas ne déroge pas à la règle générale. Pourtant les familles de Besse et Audran ont reçu des fortunes, de la Sécurité sociale tout d'abord car leur mort a été passée en accident du travail (ce qui finalement n'était pas faux). Et question de stature sociale, la famille Besse a reçu cent fois plus que la famille d'un ouvrier de Renault mort la même semaine dans un accident de la circulation. Quoi qu'il en soit je paye. La liberté est à ce prix et c'est vraiment le cas de le dire. Je paye, je reste dehors. Je ne paye plus, je suis immédiatement emprisonné, telle est la règle du jeu.

Et nous sommes des milliers dans ce cas de figure, il s'agit en fait (comme aux États-Unis) d'organiser la probation en un service du travail obligatoire.

Et concrètement ils osent tout et se foutent pas mal de me renvoyer au-dessous du seuil de pauvreté.

P : Et tu reverses tes droits d'auteur pour la défense des prisonniers politiques.

J.-M. R. : Bien sûr et les magistrats soupçonnent l'existence d'un système d'évasion de « ma fortune » acquise malhonnêtement grâce à la littérature ! Leur imagination (fort myope) ne leur permet pas de comprendre que je puisse faire don de mes droits d'auteur... Ils dénoncent ce véritable scandale ! Le procureur antiterroriste m'a fermement engagé à verser mes droits à SOS Attentat !

P: Depuis ton adolescence, tu as passé la moitié de ta vie dans la clandestinité et l'autre moitié en prison. Cela donne une matière inouïe pour plus d'une vie d'écriture, mais le réveil n'est-il pas un peu dur ?

J.-M. R.: Non, pas du tout car j'ai la ferme intention de continuer à rêver... et donc à lutter.

P: Ces dernières années, j'ai constaté que des élus du Parti communiste intervenaient régulièrement en faveur des ex d'AD. *L'Humanité* a souvent publié des articles sur votre situation ou sur tes livres. J'ai notamment en mémoire un très bon papier sur *Lettre à Jules*. Comment as-tu vécu ce soutien alors que j'ai l'impression que, plus à « gauche », le soutien n'était pas toujours à la hauteur de ce qu'il aurait pu être ?

J.-M. R.: Ayant connu le PCF des années soixante et sa culture anti-gauchiste, quand ils ont débarqué dans les comités de soutien, j'étais plutôt perplexe.

Bien évidemment, et chaque fois qu'ils le pouvaient, ils y allaient de leur prêche condamnant nos activités. Mais ce n'est pas grave car nous en avons autant à leur propos. Par contre, j'ai rencontré chez eux une solidarité de classe vraiment spontanée et sincère.

Plus à gauche pendant plus de dix ans, nous avons surtout été confrontés à une terreur plus qu'à une condamnation politique. Dans le projet de transformation radicale (que tu sois anar ou coco), la question de la violence est trop importante pour en faire l'impasse. Et à travers notre situation, ils craignaient sûrement le père fouettard qui à la fin des années quatre-vingt a mis la barre de la répression très haute !

Dans ce pays, nos procès et nos condamnations unanimes ont servi de mise en scène à l'accord sur les limites à ne pas dépasser en matière de militance d'extrême gauche. L'évangile légaliste et pacifiste devenait ainsi le credo d'une génération.

P.: En réaction à un papier sur *De mémoire*, un lecteur m'a un jour traité de daltonien sous prétexte que je voyais du noir là où il n'y a que du rouge...

C'est-à-dire que le « libertaire » que je suis ferait la part trop belle au « communiste » que tu es. Franchement, je n'ai pas envie de connaître la « SociétéiIdéale » que prépare ce monsieur, sans doute pur et dur. Que t'inspirent ces gens qui taillent des costumes à la serpe ?

J.-M. R.: Au cours des dernières années, je me rends compte combien l'esprit sectaire domine l'absence d'engagement réel.

Pour les militants cherchant à s'exonérer de la moindre solidarité de classe avec nous, il y a toujours eu une bonne raison. Pour les ML, nous étions anars et pour les libertaires de simples stals.

Finalement ce n'est que de l'alibi. Et ce genre de militant ne prépare aucune « société idéale ». Ils s'accommodent fort bien de celle-ci pour chercher à la transformer.

En parcourant Internet, je m'aperçois combien hurler avec les loups est devenu un genre. Reprendre les mensonges de préfecture, les calomnies judiciaires et les attaques fielleuses se fait sous le couvert de la critique politique et d'une prétendue radicalité.

P: Tu viens de perdre ton poste de correspondant permanent au pénitencier pour *C.Q.F.D.* Postules-tu pour une place d'envoyé spécial au pays du dehors ?

J.-M. R.: J'avais une place en or et me voici viré comme un malpropre ! Dur. Comme je l'ai expliqué à mes anciens collègues de *C.Q.F.D.*, il va falloir que je trouve un créneau. Mais au « pays du dehors » la concurrence est rude. Je n'ai pas d'idée pour l'instant.

Le présent est trop présent, il se confond avec l'immédiat et ce n'est pas trop bon pour l'écriture.

P: Nous venons de faire un tour d'horizon rapide dans la limite de ce que nous pouvions aborder aujourd'hui. Je te laisse le mot de la fin. Tu as carte blanche pour conclure cette première rencontre virtuelle.

J.-M. R.: Je n'ajouterai qu'un seul mot pour rappeler que dans les prisons de ce beau pays démocratique de très nombreux prisonniers politiques crèvent.

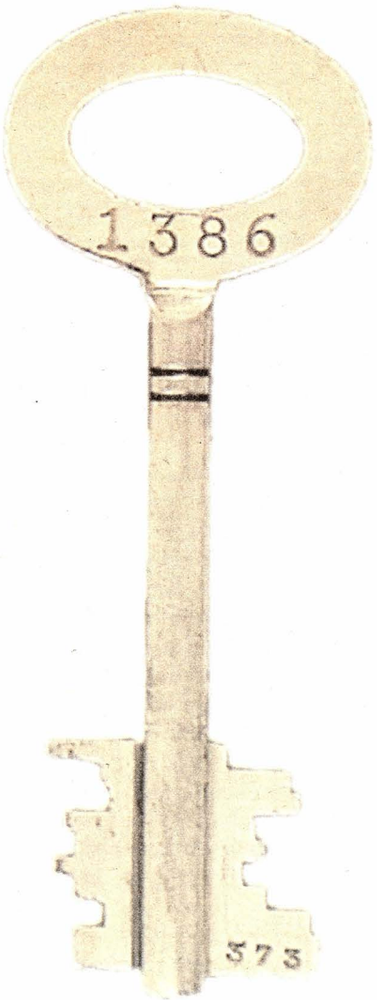
Je sais bien que certains diront « celui-là a fait ça et je ne suis pas d'accord » ou « celui-là ne pense pas comme moi, là encore je ne suis pas d'accord » mais à force de ne rien faire, de ne jamais protester et d'accepter la dictature antiterroriste, les plus sincères et les plus engagés se retrouveront eux aussi sous les verrous. Car le système grignote sur le terrain de toutes les pratiques et toutes les positions.

Et à ce moment-là, il y aura toujours aussi peu de monde pour réagir.

Paco: Merci Jann-Marc. Bienvenue dans le monde « libre » pour autant qu'il existe. Mais, au fait, pourquoi « Jann-Marc » ? Que devient Jean-Marc ?

Jann-Marc Rouillan: Un soir en cellule, je lisais un bouquin de Pessoa, il expliquait qu'ayant changé une lettre à son nom, sa vie s'en trouva bouleversée.

En prison, comme on essaie toutes les recettes pour tenter quelque chose, j'ai décidé de faire de même. Plus sérieusement, si ma littérature est indissociable de mon action politique, elle n'y correspond pas exactement, elle ne s'y épuise pas. Cette lettre absente et inscrivant mes origines figure la « part de l'ange » de ma maturation. P.



Jann-Marc Rouillan vient de publier *Chroniques carcérales* aux éditions Agone, collection Éléments, 226 pages. 10 euros.

Du même auteur, chez le même éditeur, sont disponibles *Lettre à Jules*, *La Part des loups* et *De Mémoire* .

« Pol-prox » à Montpellier

De la proximité spatiale à la proximité sociale

Jean-Pierre Garnier

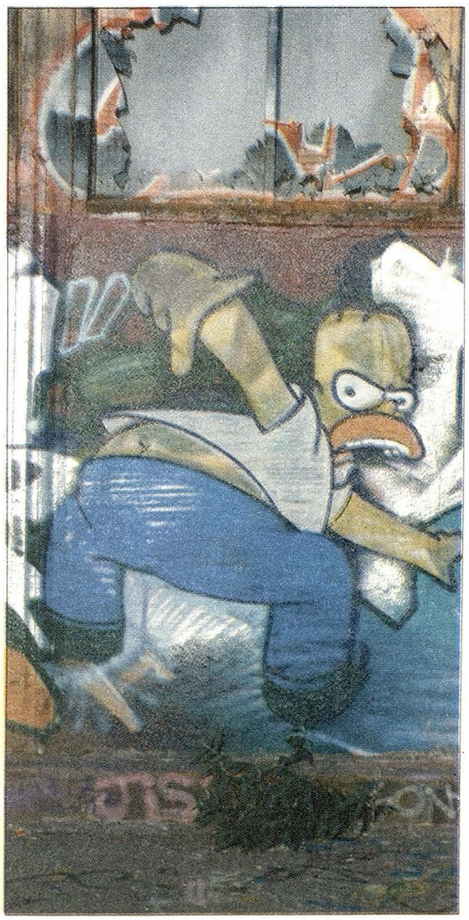
Depuis l'automne chaud de 2005 dans les « banlieues », une cohorte d'experts « de gauche » ès « violences urbaines » et autres flicologues anti-sarkozystes ne cessent de réclamer le retour d'une « police de proximité ». À les entendre ou à les lire, sa suppression serait l'une des causes de la dégradation de la situation dans les cités, notamment de l'hostilité accrue d'une partie de leurs jeunes résidents à l'égard des institutions républicaines. Ce souhait est en passe d'être exaucé puisque, comme le signalait dernièrement Maurice Rajsfus, ce contrôle rapproché mais « démocratique » des « populations à risques » va faire sa réapparition sous une nouvelle appellation : les « unités territoriales de quartier ». Lesquelles risquent, effectivement, de se montrer guère plus « conviviales » que la « police de proximité » envers la jeunesse rebelle des zones de relégation. Chacun sait que, face à la « racaille » ou aux « sauvageons », les clivages politiciens n'ont, comme dans bien d'autres domaines, plus de raisons d'être : « Gauche et droite, même combat ! ».

Chacun sait que, face à la « racaille » ou aux « sauvageons », les clivages politiciens n'ont, comme dans bien d'autres domaines, plus de raisons d'être : « Gauche et droite, même combat ! ».

Soucieux de préserver ce qui subsiste de leur image progressiste, les chercheurs évoqués plus haut s'entêtent malgré tout à voir un progrès dans le rétablissement d'une forme de « pacification » soft du champ de bataille urbain, fondée sur la collaboration entre les policiers et les habitants. Et d'accuser les « gauchistes » ou les « extrémistes » qui pourraient en douter, de se livrer à un amalgame simpliste. entre une « police d'ordre » chargée de protéger l'État, et une police de proximité veillant à la sécurité des citoyens. Comme si la préservation de « l'ordre public », mission impartie à l'une comme à l'autre, ne servait pas depuis des lustres d'alibi idéologique à leur fonction réelle : la préservation de l'ordre social ! Il arrive, cependant, que, pour savoir de quoi il en est réellement en matière de maintien de l'ordre, il faille faire confiance à un policier plutôt qu'à un flicologue. C'est précisément le cas avec l'ancien chef d'état-major de la direction départementale de la sécurité publique de l'Hérault. Retraité depuis 2003 et donc libéré de son devoir le réserve, le commandant Alain Aquilina affirme comme allant de soi ce que la plupart des sociologues ou des politologues « de gauche » s'évertuent à nier : « cette police par quartier n'est pas une police de gauche : c'est simplement une technique policière ». Jugement émanant d'un bon connaisseur de la chose puisqu'il avait été lui-même l'un des responsables de la mise en place de la police de proximité à Montpellier dès les années… 1993-1994.

Contrairement ce qu'avance l'ami Rajsfus, qui fait remonter la création de la « pol-prox » à l'arrivée de Jospin et de sa « gauche plurielle », en 1997, ou même à l'intervention du Premier ministre, déjà « moderne » mais « pas socialiste », en février 1999, lors des Assises de la formation et de la recherche dans la police. En fait, la mise sur orbite de cette nouvelle « technique policière » a démarré quatre voire cinq ans plus tôt. Sous un gouvernement « de gauche », puis de droite. Selon le commandant Aquilina, « tout est parti d'un audit de routine réalisé en 1993 pour le ministère sur la circonscription de Montpellier. Celui-ci soulignait un manque de coordination entre les gardiens de la paix, qui sont sur le terrain, et la sécurité urbaine, qui s'occupe des enquêtes ». D'où une solution qui allait permettre de faire d'une pierre deux coups : mieux « cibler » les individus à contrôler et « développer le lien police-population ».

Pour ce faire, on a « étoffé » les bureaux de police dans deux quartiers (le grand ensemble de La Paillade et la Comédie, au centre-ville) et une commune (Palavas, sur le littoral), choisis comme secteurs pilotes, en s'appuyant sur les îlotiers qui « y faisaient aussi bien de la prévention que de la répression ». Car à la différence des policiers envoyés épisodiquement sur place en « mission de sécurisation », « ils

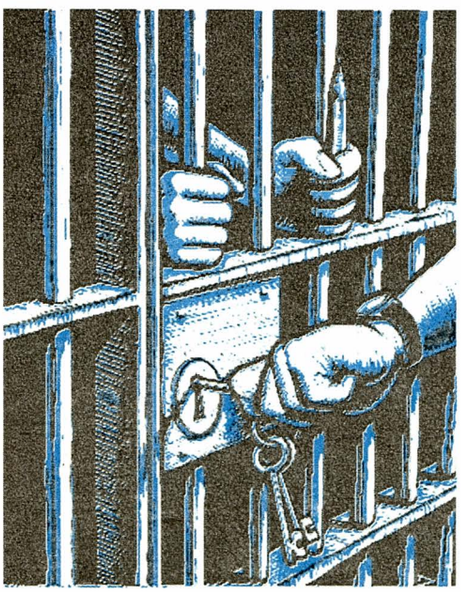


connaissent les gens par leur prénom », qu'il s'agisse des petits dealers ou des victimes de la délinquance. Autre innovation, cette connaissance précise du milieu et du lieu d'intervention était facilitée par l'ouverture « sur plusieurs partenaires: Éducation nationale, Ville, associations, etc. » Bref, tout le monde collaborait: enseignants, personnel municipal (y compris les jardiniers!), « militants » associatifs, « médiateurs », « citoyens ». Avec des résultats encourageants, à entendre le fringant retraité de la police: « Au final, je crois que si on n'a pas eu de réelles émeutes dans les quartiers de 1994 à 2002, c'est grâce à cette proximité – et aussi au maillage associatif [...]. »

Tandis que la tête de liste UMP distribue des tracts promettant aux Montpelliérains de « renforcer leur sécurité », la maire PS se fait photographier en « ronde de nuit » avec les policiers municipaux.

On ne s'étonnera pas, dès lors, qu'à Montpellier comme dans bien d'autres villes, le sécuritaire fasse consensus. À l'approche des municipales, gauche et droite sont à l'unisson. Comme il se doit, la seconde reproche seulement à la première de ne pas encore en faire assez en ce domaine, celle-ci répliquant à celle-là par l'exhibition des « bons résultats » déjà obtenus et promettant de les améliorer encore si Sarko et Michèle Alliot-Marie lui en donnent les moyens. Tandis que la tête de liste UMP distribue des tracts promettant aux Montpelliérains de « renforcer leur sécurité », la maire PS se fait photographier en « ronde de nuit » avec les policiers municipaux. La voie déjà empruntée par la municipalité « de gauche » depuis le milieu des années quatre-vingt est d'ores et déjà clairement tracée: davantage de caméras de vidéosurveillance, augmentation des effectifs de la police municipale, multiplication des « montées » policières dans le tramway, systématisation et extension des patrouilles à de nouveaux quartiers en coordination avec les résidents... Une nouveauté, cependant: les quartiers dits « sensibles » et leur insupportable progéniture ne sont maintenant plus seuls en cause.

Des flics « basanés » pourraient bien trouver là, en effet, un prétexte pour se faire en toute légalité quelques-uns de ces « from'bourges » détestés par les « voyous des cités ».



Nichée dans un écrin de verdure proche de la cathédrale entouré d'hôtels particuliers pluriséculaires, la très vénérable place de la Canourgue a la réputation – méritée – de constituer le fleuron des « beaux quartiers » montpelliérains. Las! Depuis décembre de l'année écoulée, ce haut lieu de la résidence bourgeoise, voire aristocratique, est squatté chaque fin de semaine par une horde bruyante d'une bonne centaine de jeunes gens s'adonnant aux joies de l'ivresse collective jusqu'à une heure avancée de la nuit. Selon une tradition récente, connue outre-Manche sous le nom de *binge drinking* et outre-Pyrénées de *botellon*, il s'agit pour ces boit-sans-soif d'occuper le terrain munis de packs de bière et autres boissons alcoolisées pour se saouler le plus vite possible. Non contents de hurler et de faire pétarader les vélomoteurs ou des motos qui leur servent à se transporter dans les rues étroites du vieux centre-ville « piétionnisé », ces adeptes de l'ivrognerie publique en groupe se laissent aller aux incontinences et aux débordements de rigueur en pareille occasion: pisser sur les nobles portails des immeubles environnants, briser les vasques qui ornent la place, dégrader le mobilier urbain, et même débrancher les enseignes lumineuses pour... lutter contre le gaspillage d'énergie.

Ce souci écologique indique à lui seul l'origine sociale de ces fêtards. De même que leur habillement et leur coiffure « fashion ». Loin de compter parmi les fauteurs de troubles habituellement rangés dans l'infamante catégorie des racailles ou des sauvageons, ils sont issus de familles aisées. Souvent potaches des lycées privés de la ville, ils appartiennent à la même classe que les riverains huppés dont ils hantent le sommeil. Et rien n'assure que le dispositif policier mis en place pour mettre fin aux beuveries de ces fils à papa (ou à maman) suffira. Le phénomène risque de se déplacer sur d'autres places moins cotées, mais également habitées par des gens cossus. Aussi les notables des associations de quartier de l'Écusson, le centre historique de Montpellier, sont-ils en train de créer un « collectif » – le mot « coordination » est jugé trop « marqué »! – qui joindra ses efforts à ceux de la police et de la municipalité pour bouter hors des murs, fussent-ils virtuels depuis que Louis XIII les a fait araser, ce nouvel ennemi intérieur d'un genre particulier. N'appartient-il pas aux même milieu social que ceux qui se mobilisent contre lui?

Gageons que, du fait de cette proximité sociale, la répression menée par la « polprox » montpelliéraine sera menée avec plus de doigté et d'aménité que dans les « quartiers ».

Encore qu'avec le recrutement en cours dans la police d'éléments censés refléter la « diversité », les risques de dérapages en sens inverse de l'habituel ne soient pas à écarter. Des flics « basanés » pourraient bien trouver là, en effet, un prétexte pour se faire en toute légalité quelques-uns de ces « from'bourges » détestés par les « voyous des cités ». J.-P. G.

Sarko, émule mou de Gandhi ?

Le sarko-gandhisme appliqué au Colonel

Roger Dadoun

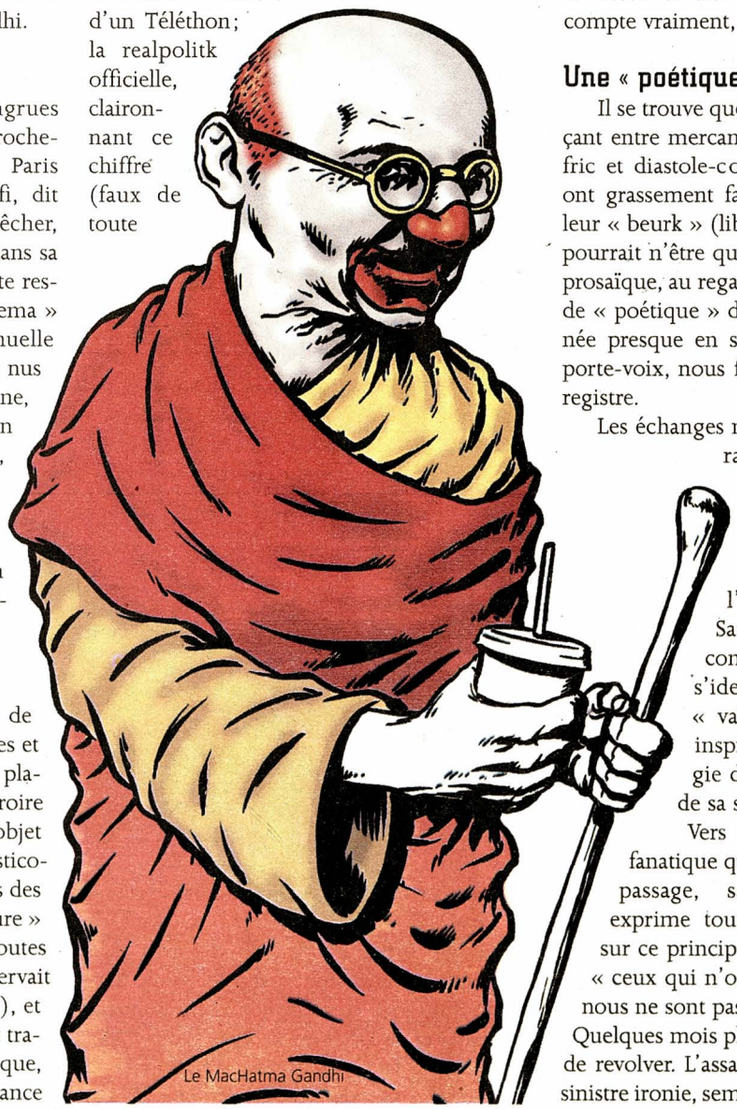
Dans la galerie d'ancêtres ou de modernes plus ou moins illustres que le président de la République et son entourage d'érudits aménagent, à coups de bâtons de « rupture », pour avancer par l'arrière (c'est son « charme », son « charisme » à la Ben Hur, son karma sous-traité de Gandhi : il procède par rétroprogression, rétroprocession, rétrovision, feed back), un nom inattendu, impensable même, pourrait aujourd'hui trouver l'occasion de se caser : celui, annoncé ci-dessus, de Gandhi.

Le mercantile et l'humanitaire

Deux raisons différentes, incongrues presque, autorisent cet insolite rapprochement. La première est la visite à Paris (décembre 2007) du colonel Kadhafi, dit Guide suprême (je ne peux m'empêcher, n'appréciant le mot « suprême » que dans sa dimension culinaire exaltée en alléchante restauration, de penser à la « calidad suprema » du turron espagnol, friandise annuelle suprême – amandes et miel — de nos nus Noëls oranais) de la Révolution libyenne, « cuisiné » à la sauce Sarko, et nappé d'un évangélique argument qui mène droit, on va voir, à la seconde raison, à savoir : Gandhi et l'actuelle commémoration du soixantième anniversaire de son assassinat, le 30 janvier 1948, par un fanatique hindou, nationaliste et « islamophobe ».

Au portillon de la « Grande Âme » (Mahatma), de futés polygraphes ont déjà déposé leurs gros tas de citations et d'emprunts, à coups de gloses et gnoses que l'on verra rebondissant sur plateaux télé, où l'on fera semblant de croire que la « non-violence » (ahimsa), objet d'une relance ou d'un « revival » mystico-médiatico-politique, incitera les « jeunes des banlieues » à jeûner (« se serrer la ceinture » – à la Gandhi, recordman du jeûne toutes catégories), à « la fermer » (Gandhi observait chaque semaine un jour de silence total), et à résister mais passivement, ahimsa étant traduit par « résistance passive » – alors que, pour Gandhi, il s'agissait de « résistance active », noyau dur de la personnalité oscillant entre « désobéissance civile » style Thoreau et djihad coranique spirituel.

Les arguments avancés pour justifier l'accueil d'un Kadhafi étroitement lié au terrorisme faisaient état (faisaient raisons d'État) de deux types de marchés. Marché économique, le seul aujourd'hui qui vaille le coup : son pesant d'euros, évalué à dix milliards, contrats affichés à la manière d'un Téléthon ; la realpolitk officielle, claironnant ce chiffre (faux de toute façon), s'abrite derrière la « loi du marché », « calidad suprema », montrant du doigt nos bons voisins démocrates et humanistes jouant des coudes et des pots-de-vin pour commercer avec les pires régimes. Marché humanitaire, ombre portée du mercantile : Kadhafi accueilli en échange de la libération des infirmières bulgares ; ces innocentes victimes enfin libres, n'est-ce pas, disent les officiels main sur le cœur et trémolos dans la voix, ce qui compte vraiment, au plan humain ?



Le MacHatma Gandhi

Une « poétique » de la relation !

Il se trouve que cet « échangisme », balançant entre mercantile et humanitaire, systole-fric et diastole-cœur, avec lequel les médias ont grassement fait leur beurre (bulgare) et leur « beurk » (libyen) pendant une semaine, pourrait n'être que secondaire et trivialement prosaïque, au regard, « disons », d'une espèce de « poétique » de la relation qui, tambourinée presque en sourdine par Sarkozy et ses porte-voix, nous fait passer sur un tout autre registre.

Les échanges ne seraient « en fait », nous raconte-t-on, que la partie émergée d'un iceberg de chaleur compassionnelle et d'humanité profonde, source « authentique » de l'hospitalité accordée par Sarkozy au Guide libyen – compassion et humanité qui s'identifieraient avec ces mêmes « valeurs humaines » qui ont inspiré la politique et la stratégie de Gandhi du début à la fin de sa stupéfiante trajectoire.

Vers la fin de sa vie, au jeune fanatique qui a jeté une bombe sur son passage, sans l'atteindre, Gandhi exprime toute son indulgence, fondée sur ce principe qu'il n'enfreindra jamais : « ceux qui n'ont pas les mêmes idées que nous ne sont pas nécessairement mauvais ». Quelques mois plus tard, il est tué d'un coup de revolver. L'assassin, par une paradoxale et sinistre ironie, semble presque, si j'ose dire, lui

renvoyer la balle, en déclarant au cours du procès: « Avant de tirer sur lui, je lui voulais réellement du bien... »

Au début de sa carrière politique, avocat en Afrique du Sud, Gandhi défend avec pugnacité et réalisme l'importante minorité hindoue, harcelée persécutée par les mesures d'apartheid des « Blancs ». Cela ne l'empêche pas de miser sur l'évolution « en bien » des dirigeants sud-africains – alors même que ces derniers ne cessent de lui mentir, de l'envoyer en prison, de le livrer à une foule prête à le lyncher, et campent dur comme fer sur leurs positions racistes – tels le général Botha déclarant en 1907: « Nous essaierons de chasser les coolies hors de ce pays en quatre ans. », et le général Smuts: « Le cancer asiatique, qui a déjà rongé si profondément les parties vitales de l'Afrique, devrait être extirpé radicalement. »

Or, c'est à ce Smuts-là que Gandhi offre, avant de quitter l'Afrique du Sud, une paire de sandales qu'il avait confectionnées en prison. Smuts raconte qu'il les porta chaque été, et qu'il les renvoya à Gandhi pour son soixante-dixième anniversaire, en disant que des hommes de sa trempe suscitent en chacun le désir de « bien faire ».

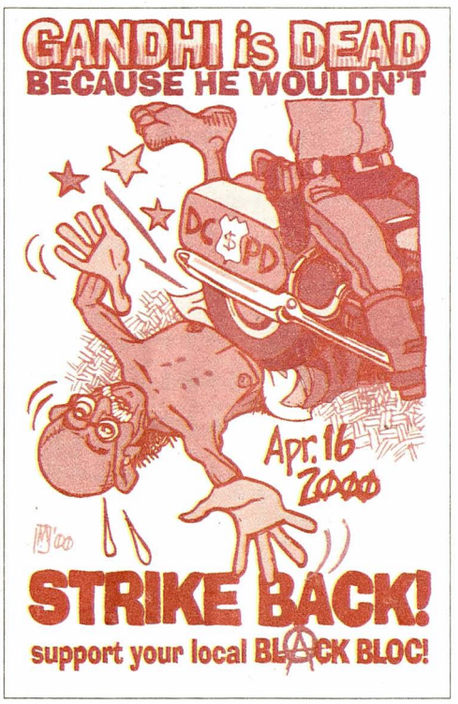
D'une « bonne » nature humaine

On voit bien, et même on n'a vu que ça, qu'en recevant Kadhafi, Sarkozy s'appliquait à rembourser une dette et à dénicher des contrats. Avec ses deux mamelles, la mercantile et l'humanitaire, il pratique une diplomatie « médiatique » traditionnelle, qui cherche à en mettre plein la vue, plein les « vus à la télé » – poudre aux yeux brouillant le regard sur poudres d'or et poudres à canon.

Reste cependant, si l'on peut ainsi parler en une si fichue conjoncture, l'hypothèse d'une haute et souterraine vision de la nature humaine. Procédant à vue de nez, Sarkozy se dit guidé par la croyance en la « bonne volonté » (Kant) du Guide suprême, en la « céleste voix » (Rousseau), qui mettraient sur la « bonne voie » – il allègue telle ou telle significative quoique maigre avancée – ce même Mouammar amateur de DC 10 percutant les sables libyens où disparaissent cent soixante-dix victimes.

Il est patent que le président de la République française a peu d'affinités avec le XVIIIe siècle philosophique et « libertin », notre « siècle des Lumières ». Mais ses « conseilleurs » trouveront bien l'occasion de glisser dans son agenda le parrainage d'un Rousseau, auteur du *Contrat social* (tiens, un nouveau contrat – et gratos), dont la mémoire scolaire a retenu la tendre idée que l'homme, bon à l'état de nature, a été perverti par la société (suggèrons pour le bac 2008 un « Analyser et discuter cette conception de Rousseau », manière de commémorer l'anniversaire de la mort du philosophe en 1778 – et bénis soient les élèves qui sauront mettre dans le coup Voltaire et Diderot, D'Holbach, Sade et l'abbé Meslier). Le risque est « bien évidemment » de voir le président-chanoine tirer par son pan arrière (retro) le manteau éraillé d'un Rousseau inspirateur du culte de l'Être suprême (encore un) cher à Robespierre – ne perçoit-on pas déjà, nuit blême et opaque brouillard d'obscurantisme, de vaticanesques et couillues fumées d'encens pompant avidement l'air de notre présente aire de « civilisation »?

Restons-en, pour le moment, à l'humble questionnement de l'athéiste militant Diderot: « Est-il bon, est-il méchant? », en se demandant ce que pourrait donner, dans une nouvelle donne diplomatique, une « bonne » nature humaine traitée à la manière d'un Gandhi – quitte à faire venir sur tapis rouge, forçant un peu la note, un machin nommé « sarko-gandhisme » (sachant qu'un ex-petit chef du *Monde*, Edwy Plenel, donna un jour l'exemple en dégainant, cow-boy de la révolution quatrième du nom, un colt nommé « trotsko-péguysme »).



Ainsi la nouvelle donne mondialisée roulerait-elle sur ce généreux principe: sinon bons « factuellement », du moins virtuellement bons « Ils » le sont tous, Et voici, voyez et oyez: « Ils » sont justement, sous nos yeux, en train de le devenir, bons, « Ils » vont allant se bonifiant, toujours plus et plus bons encore, tous ces « Guides suprêmes » que nous accablons méchamment de nos anathèmes, de nos fatwas laïcs et humanistes. Certes « Ils » tiennent encore écrasés sous leur botte les peuples de Russie, d'Ukraine, de Corée du Nord, de Cuba, de Syrie, et de tant d'autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie, dont, mise au goût du jour et soumise à notre humaine compassion, la Libye de Kadhafi (pour l'alibi ainsi cadré, faut pas, a-t-on dit, bouder le Bédouin!) – et il est vrai encore que, de par leur « tradition » et leur propre « culture du résultat », « ils s'obstinent, ces cannibales », comme dit une vieille chanson, à affamer les populations, à torturer les prisonniers, à assassiner les opposants, à entasser leurs victimes dans des fosses communes...

Eh bien, quand même, qu'on se le dise donc, petits hommes: tous ces « Suprêmes », même avec leur stature de surhommes, restent encore des hommes; ils ont droit, sinon à notre sympathie, du moins à notre empathie d'hommes, ils font partie de ces « uns » et de ces « autres » qu'il est recommandé d'aimer. « Aimez-vous les uns les autres » – la formule reprend ces temps-ci du poil de la bête et de la plume de l'ange du jeune Pascal.

L'autre comme soi-même?

Pourquoi alors ne pas, d'un cœur sensible, prenant acte de ce que la planète s'est engagée, croit-on, dans un processus de dépollution, et s'efforce de desserrer les effets de serre qui l'offusquent – pourquoi ne pas espérer qu'il en ira de même pour les pollutions politiques et morales, qui font tourner folle, étreinte en leurs serres mortelles, la planète Terre; pourquoi ne pas faire allégeance et « se ressourcer », comme dirait l'autre, sociologue ou président, à la pensée pragmatique d'un Gandhi relayant, pour culbuter l'impérialisme britannique, les paroles de la Bhaghavad-Gita et de l'évangile: « Tu aimeras ton prochain comme toi-même »?

Très admiratif de Gandhi, auquel il consacra un dense essai, Romain Rolland fait l'éloge des deux « armes », à la fois très concrètes et très spirituelles, du Mahatma: ahimsa (« non-violence », « résistance active ») et satyagraha (« amour de la vérité »).

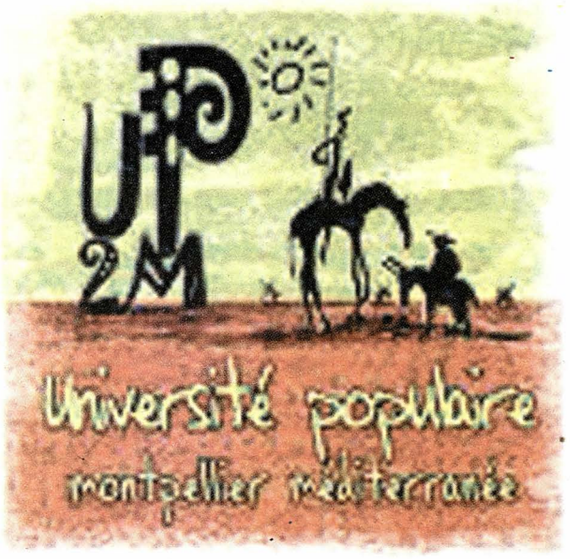
Mais il avance une réserve de taille: si la stratégie du Mahatma a eu raison de l'impérialisme britannique tenu en laisse par un système de lois (dont se moquèrent souverainement la soldatesque anglaise et les dignitaire coloniaux, qui n'y allèrent pas de main morte) – aurait-elle eu la moindre chance face à des dictateurs sans foi ni loi tels que Hitler ou Staline, qui n'admettaient d'autre loi que celle de la force brute, identifiée à leur seul et absolu pouvoir de tuer? Gandhi aurait-il, aujourd'hui, face aux crapuleux rejetons du fascisme qui prolifèrent, la moindre chance?

Enfin, qui se règle sur l'idée même de « prochain », de « l'autre comme soi-même », ou de « soi-même comme l'autre », outre qu'elle ne va pas sans entretenir une charitable confusion ou un jeu surréaliste de vases communicants (le moi dans l'autre, l'autre dans moi?), elle est, délestée autant que possible de son idyllique charge évangélique, à manier avec une suprême délicatesse: car qui, au vu de ce que fut notre siècle d'horreurs et de ce que la psychanalyse révèle des mouvements de l'inconscient et du conscient, qui aurait imaginé que l'être humain pouvait à ce point se haïr soi-même?

R. D

Les Universités populaires

Lucien Mercier



Le mouvement des universités populaires qui prend naissance à l'automne 1899 est inséparable de l'affaire Dreyfus. Le projet des pères fondateurs – l'autodidacte Deherme (1867-1937), ancien sculpteur sur bois, typographe, employé de coopérative, et Gabriel Séailles (1852-1922), professeur de philosophie en Sorbonne – est antérieur au « J'accuse » de Zola et à la mobilisation des intellectuels. Mais l'affaire met à jour les menaces sur la République. Elle cristallise nombre d'inquiétudes fin de siècle sur la dégénérescence, le spectre de la décadence, la question sociale. L'université populaire, « amitié » entre intellectuels et manuels, veut favoriser leur rencontre pour une éducation mutuelle. C'est une réponse aux volontés d'engagement des artistes férus d'art social (Bernard Lazare) et des lettrés soucieux « d'aller au peuple » pour refaire l'esprit public. *La Coopération des Idées*_ de Georges Deherme reçoit des soutiens très variés. Des nationalistes, aux intellectuels libéraux du très catholique Henri Mazel, fondateur de l'*Ermitage* au pasteur Charles Wagner aux jeunes libertaires de l'*Enclos*, une grande diversité d'opinions participe au lancement de la première université populaire.

Les initiatives (de création d'UP) prolongeant l'effort des militants ouvriers expliquent l'essor spectaculaire. Les années 1899-1902 représentent 80 % des 230 créations de la période 1899-1914. Taille et longévité sont variables : une cinquantaine d'adhérents à Calais, c'est peu comparé au millier de L'*Emancipation* du XVe (à Paris) et les quelques mois de vie de *La Solidarité ouvrière* du XIXe relèvent de l'éphémère face aux quinze années d'existence de *La Semaille* du XXème. Au fort du mouvement, les UP comptent plus de 50 000 adhérents, d'abord des employés, puis des militants ouvriers et intellectuels. L'implantation est essentiellement urbaine. La répartition géographique combine des facteurs économiques, culturels et politiques. Elle fait apparaître des zones de fort développement : Paris et ses faubourgs – un tiers des créations –, le Sillon rhodanien, le Midi languedocien. A l'opposé, le Massif Central, la Basse Normandie sont peu réceptifs à l'université populaire. L'essor s'accompagne d'une crise permanente. La diversité des initiatives, promesse de réussite initiale, fait problème. Le militantisme pédagogique pour la défense républicaine sert de ralliement, mais l'unanimisme éclate rapidement. L'UP est vite un champ d'affrontement entre deux tendances.

Georges Deherme soutenu par les réformateurs sociaux est soucieux de promouvoir l'éducation dans un esprit d'apaisement, d'intégrer la classe ouvrière au reste de la nation. L'engagement laïc est doublé d'un projet social solidariste cher à la République radicale.

L'autre orientation est dominée par l'esprit lutte de classes. L'éducation est un outil d'émancipation, de combat pour l'établissement de la République sociale.La crise tient surtout au fonctionnement quotidien dominé par la présence des intellectuels. Ils occupent la scène lors de l'inauguration et jouent un rôle central dans la vie de l'association comme président ou secrétaire. Mais surtout, ils donnent une orientation, une couleur par leur présence quasi exclusive comme conférenciers.

L'enthousiasme des débuts fait vite place à l'amertume et au désenchantement. Les noces culturelles de la « jaquette » et du « bourgeron » n'ont pas engendré une culture commune et l'histoire de l'UP est celle d'un rendez-vous manqué. Les conférences magistrales, les causeries trop mondaines sont loin des préoccupations immédiates « d'upistes » venus chercher un savoir utile au quotidien. L' UP propose un « luxe de l'esprit », une culture classique : « comme d'ordinaire, le peuple demandait du pain, comme d'habitude on lui a offert de la brioche ». Les conférenciers se lassent de robustes auditoires, agités, prompts à la polémique et le public ouvrier déserte ces « bureaux de bienfaisance intellectuelle », ces « savantasses ».L'incapacité à mettre en œuvre l'éducation mutuelle,le repli des intellectuels, la méfiance ouvrière, les difficultés quotidiennes vident rapidement le mouvement de ses forces vives.

Après une période étale jusqu'en 1904, le déclin est perceptible dans la multiplication des disparitions et des crises internes, celle de *La Coopération des idées* en 1904 avec l'éviction de Deherme étant symbolique. Pour survivre, les UP s'adaptent : moins de conférences, place aux activités récréatives . Cette orientation, au ras du quotidien, est porteuse d'une convivialité populaire où femmes et enfants trouvent leur place, mais elle n'empêche pas le déclin – plus tardif en province qu'à Paris – qui ne laisse qu'une dizaine d'UP à la veille de la grande guerre. L. M.

Extrait du *Dictionnaire des intellectuels*, s-dir de J. Julliard et M.Winock, Paris, Seuil, 1996 et réédition 2002).

Pour en savoir plus :

Lucien Mercier, *Les Universités populaires : 1899-1914. éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, Les éditions ouvrières, 1986.

La Société mourante et l'anarchie

Les éditions TOPS-Hervé Trinquier viennent de rééditer ce livre 1 de Jean-Grave, préfacé par Octave Mirbeau, d'après la dernière édition datant de 1953.

La première édition de *la Société mourante et l'anarchie* en 1893 fut saisie par la justice. Un an plus tard, la deuxième édition envoya Jean-Grave dans les prisons républicaines pour deux ans.

Cette publication tombait en effet bien mal, c'était la période des attentats anarchistes. Jean-Grave se retrouva donc en cour d'assises pour les délits de provocation au vol, à l'indiscipline et au meurtre contenus dans ce livre. En août 1894, il a droit à un nouveau jugement, le fameux « procès des Trente ». Comme on dirait aujourd'hui, la justice y tenta de criminaliser le mouvement anarchiste, la manœuvre échoua, la plupart des personnalités anarchistes accusées, dont Sébastien Faure, Félix Fénéon, Jean-Grave, furent acquittées.

Né en 1854, dans le Puy de Dôme, Jean-Grave suit ses parents montés à Paris comme beaucoup d'Auvergnats. Au travail dès douze ans, il devint finalement cordonnier. Trop jeune pour participer à la Commune de Paris, il assiste cependant aux réunions blanquistes et c'est tout naturellement qu'il adhère au Parti ouvrier de Jules Guesde après l'écrasement de la Commune. Ce parti se prononçant pour l'action parlementaire, Jean Grave rejoint dans les années 1880 le mouvement anarchiste naissant. Il rédige ses premiers articles pour la presse anarchiste lyonnaise, notamment *Le droit Social* puis *le Révolté*, animé par Kropotkine à Genève.

C'est tout naturellement que le géographe libertaire Élisée Reclus lui confie la rédaction et l'administration, en résumé la « cuisine », du *Révolté*, qui deviendra au gré des poursuites judiciaires *La Révolte* en 1887 puis en 1895 *les Temps Nouveaux*.

L'hebdomadaire *les Temps Nouveaux* deviendra une référence pour le mouvement anarchiste français. De nombreux artistes, tels Delannoy, Maximilien Luce, Paul Signac, Alexandre Steinlen, Camille Pissarro fourniront des illustrations pour la revue ainsi que des œuvres originales pour aider à son financement, sans oublier les littérateurs dont l'écrivain Octave Mirbeau. Ainsi un rapport de Police de 1901 affirmait « Le journal *Les Temps Nouveaux* vit présentement des fonds de Mirbeau, auquel l'argent ne fait pas défaut. » Les locaux de la rue Mouffetard, puis de la rue Broca, étaient le passage obligé des anarchistes de l'époque, Jean Grave y gagna d'ailleurs son surnom du « Pape de la rue Mouffetard ». Défenseur intransigeant, voire sectaire aux yeux de certains, de l'anarchisme et du communisme kropotkinien, il n'appréciait guère le milieu anarchiste individualiste où le meilleur côtoyait le ridicule (résolution du problème social en mangeant des bananes) et souvent le pire (justification du vol entre compagnons ou pratique du « Julot casse croûte »). La guerre de 1914 le conduira à l'exil londonien auprès de Kropotkine, dont il épousera malheureusement les idées interventionnistes (manifeste des Seize). Ce ralliement à l'union sacrée le rendra encore plus isolé et il terminera sa vie tristement, en décembre 1939. Le lecteur intéressé pourra se reporter aux mémoires de Jean Grave, rééditées en 1973, sous le titre *Quarante ans de propagande anarchiste*.

Pour en revenir à la *Société mourante et l'anarchie*, c'est un livre qui ne cherche pas « à faire des croyants mais des convaincus ». Bien sûr le langage de 1890 a parfois vieilli, des notions ont changé de signification, mais la démonstration de Jean Grave a toujours autant de force : autorité, propriété, famille, militarisme, colonialisme, électoralisme sont balayés. Pour positiver, ce cordonnier autodidacte reprend les idées de Kropotkine sur l'entraide, les théories évolutionnistes-révolutionnaires d'Élisée Reclus et pour cela n'hésite pas à employer des mots à « mille pattes » comme il se plaisait à le dire.

Jimma

1.- En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 10 euros, prévoir frais de port.

Réquisition de mal-logés

(Communiqué de presse)

Le 24 novembre 2007, le Syndicat unifié du bâtiment (SUB TP BAM RP-CNT), le Droit au logement autogéré et social (Dalas) et l'Atelier populaire d'architecture et d'urbanisme à Montreuil (APAU-M) réquisitionnent un bâtiment à Montreuil. Cette occupation a offert des logements décents aux familles mal-logées organisées au sein du Dalas. En transformant un bâtiment vacant, en réalisant une partie des travaux en autoconstruction, en aménageant des logements fondés sur le partage d'espaces, cette réquisition est aussi la démonstration que le logement des classes populaires est encore possible dans les quartiers à forte pression foncière, pourvu d'envisager des opérations alternatives et moins coûteuses.

Le bâtiment réquisitionné, situé 5-7, rue Raspail à Montreuil, est un bâtiment d'activité en prêt-bail, au bénéfice des SCI du même nom, et appartient au prêt-bailleur CIC via le CMCIC Lease. Le changement d'affectation, de l'activité au logement n'étant autorisé qu'après certains délais de vacance, il est probable que ce bâtiment était inoccupé depuis plusieurs années pour permettre de bientôt réaliser une juteuse opération financière dans un quartier en voie de transformation urbaine.

Le bâtiment a rapidement été réaménagé pour offrir le confort nécessaire aux familles installées avec le soutien des travailleurs syndiqués du Syndicat unifié du bâtiment. En dépit des courriers adressés aux propriétaires et de plusieurs constats réalisés par des huissiers de justice mandatés par les propriétaires, l'expulsion des occupants s'est faite de manière violente et en toute illégalité le 14 décembre. Ce soir-là, alors que le baromètre descend en dessous de zéro degré, un groupe d'hommes, armés de masses et de barres de fer, jette les familles occupantes à la rue, par la force et sous la menace, sans même leur laisser le temps de récupérer leurs effets. L'intervention de ces nervis a, semble-t-il, était organisée par l'agence immobilière CBRE Montreuil, en charge du bien.

Constatant que cette expulsion violente s'est faite en toute illégalité et qu'elle privait de logement des travailleurs et leur famille, les occupants et le SUB TP BAM RP assignent en justice le CIC, les SCI et CBRE devant le tribunal d'instance de Bobigny pour obtenir la réintégration dans le bâtiment, ou, tout au moins, la restitution des effets personnels et le matériel syndical resté à l'intérieur. Suite à l'audience qui s'est tenue le 7 janvier 2008, le TI nous déboute de toutes demandes et ordonne le versement de près de 7 000 euros à la partie adverse aux titres d'indemnités d'occupation, d'indemnité pour procédure abusive et de l'article 700 du NCPC.

Nous dénonçons l'attitude du CIC, des SCI, et du CBRE qui, entendant faire justice eux-mêmes, ont eu recours à des nervis armés pour expulser des familles mal logées. Nous sommes indignés par l'ordonnance rendue ce jour par le TI de Bobigny. Alors que la crise du logement est au plus fort et que la vacuité de loi sur le droit au logement opposable est démontrée, cette ordonnance constitue une criminalisation manifeste des organisations syndicales et des actions des familles mal logées.

SUB TP BAM RP – CNT
33, rue des Vignoles, 75020 Paris
www.cnt-f.org/subrp

Une souscription sera lancée, des concerts et diverses manifestations organisés pour les soutenir. Nous vous tiendrons au courant et comptons sur votre solidarité. Merci d'avance.

Yannick, subTPRP
Groupe Idées Noires de la Fédération anarchiste.

Pour commander ce superbe autocollant sur le thème des municipales de mars 2008: Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris

La Fédération anarchiste est implantée dans les régions de Tournon (07) et de Tours (37).
Les personnes intéressées sont priées de contacter les Relations intérieures qui transmettront.
Par courriel:
relations-interieures@federation-anarchiste.org
ou Publico (RI), 145, rue Amelot - 75011 Paris

Radio libertaire

Jeudi 14 février

Jus de rue 8h30. La parole aux gens de la rue Soul stars et les Trophées de la Soul Musique le 10 février à 19 heures au Cabaret Sauvage. Invité: Richard King, Producteur de Manu Dibango; entretien avec Manu Dibango, par Philippe et Casquette.

Si vis pacem 18 heures. Les armes de la violence, de Brasilia à Paris... Invité: Numa, colon en Île-de-France.

Entre chiens et loups, 20h30. Art & Anarchie avec le groupe Mes Anges Noires, pour la sortie de leur dernier album.

Epsilonia. 22 heures. Électrons libres. Paysages sonores (lorsque les paysages deviennent musique). Avec: Luc Ferrari, Nurse with wound, Emmanuel Miéville, Éric Cordier, Jean-Baptiste Favory, Pink Floyd, Neu! Kristoff k Roll...

Vendredi 15 février

Place aux tous. 13 heures. Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline. O. Pascault, V. Schaepelynck et Charlotte Hess recevront des membres du collectif de la *Revue internationale des livres et des idées,*

La grenouille noire. 21 heures. Écologie libertaire. L'émission sera consacrée au gâchis énergétique et à la pollution lumineuse. Invités: le Clan du Néon, qui éteint les lumières la nuit.

Samedi 16 février

Chronique syndicale. 11h30. Luttes et actualités sociales. 11h30-12h30: réforme du Code du travail et flexisécurité à la française; 12h30-13h30: hôpital en crise: soins, personnels, finances...

Chroniques rebelles 13h30. Débats, dossiers, rencontres... *Les filles faciles n'existent pas,* de Natacha Henry (Michalon). Mai 68 était sexiste et la révolution sexuelle a été souvent un leurre sur les points essentiels d'une libération réelle. Depuis, et malgré les luttes remarquables des femmes pour leurs droits dans les années 1970, résistance de certaines pour démonter un système de domination qui n'est pas acceptable, le sexisme traditionnel sévit de plus belle... Les médias, les pubs (record absolu dans ce domaine où plus c'est énorme et plus ça marche).

Bulles noires. 17 heures. Polar jeunesse. Émission consacrée au roman policier pour la jeunesse. Avec les directrices de collection de MSK (nouvelle série initiée par les Éditions du Masque): Mayliss de la Jugie, Hélène Bihery; et pour les éditions Syros: Natalie Beunat. Des auteurs seront également présents. Et nous entendrons des commentaires de jeunes lecteurs au sujet des différents romans publiés dans ces collections « noires ».

Les passagers de la nuit. 20 heures. Cinéma. Invités: en première partie, Silke Schmikl des éditions Lowave et la réalisatrice Carole Arcega; en deuxième partie, la commissaire de l'exposition « La pub s'anime », présentée actuellement au musée des Arts décoratifs. Également au programme, les chroniques de Benoît Basirico et de Anne-Laure Bell.

Dimanche 17 février

Des mots, une voix. 15h30. Des mots, des auteurs. L'émission recevra René Schérer, pour son livre *Après tout, Entretiens sur une vie intellectuelle,* éditions Cartouche. Au micro, Thierry Clair-Victor; à la réalisation, Erwan Charton.

Il y a de la fumée dans le poste. 18h30. Légalisation du cannabis. La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 18 février

Lundi matin. 11 heures. Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Ondes de choc. 15 heures. Magazine culturel. 15 h-16 heures, Violaine Chavanne, pour *La force de l'habitude* de Thomas Bernhard; 16 h-17 heures, René Carton, pour *La nuit juste avant les forêts,* de B. M. Koltes.

La santé dans tous ses états. 18 heures. Comment allez-vous? Nous recevrons Claude Crestani, psychologue du travail. Elle nous parlera de psychodynamique du travail, ou comment on libère la parole d'un collectif de travail. C'est une approche résolument politique des contraintes psychologiques qui pèsent sur les travailleurs pris dans l'ensemble qu'ils constituent, à rebours des tentatives d'atomisation en cours.

Le Monde merveilleux du travail. 19h30. Anarcho-syndicalisme. La revue *Afrique XXIe siècle.*

Mardi 19 février

Mpfree. 11 heures. Un maximum de projets libres! Julien Prévieux, le monsieur qu'écrit des lettres de non-motivation pour dire pourquoi qu'il veut pas travailler là, là ou là...

Idéaux et débats. 18 heures. Mères... Trois excellents romans pour l'émission du jour: *Ma Dolto,* de Sophie Chérer; *Rêve d'amour,* de Laurence Tardieu; *La mère horizontale,* de Carole Zalberg

Mercredi 20 février

Blues en liberte. 10h30. Émission musicale blues. Memphis Minnie, blueswoman et guitar héroïne.

Rus les murs. 20h30. Actualités des luttes de prisonniers. Invitée: Léonore Le Caisne, ethnologue. Après son livre *Daniel Koehl: Révolté à Perpétuité,* paru en 2002, elle récidive avec un autre ouvrage: *Avoir 16 ans à Fleury,* où elle montre comment les garçons transforment les quartiers des mineurs en une annexe de la cité.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Il n'y a plus de permanence le jeudi soir à la bibliothèque La Rue ! Les horaires du samedi restent, quant à eux, inchangés : de 15 h 30 à 18 heures, au 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIIIe (métros Blanche ou Abbesses). Tél. : 01 42 23 32 18.

Jeudi 14 février

Chalon-sur-Saône (71)

20 heures. Conférence-débat avec André Fine sur la Françafrique, organisée par le groupe libertaire de Saône et Loire et le groupe la Vache noire de la Fédération anarchiste. Salle 3, Maison des syndicats. Entrée libre, table de presse.

Vendredi 15 février

Bordeaux (33)

À partir de 19heures : intervention de la chorale Le Cri du peuple, place Camille-Julian autour de chansons de la Commune. À 20h30 au cinéma Utopia, projection *La Commune*, séquence 1h02 (3,50 euros) animation Clé des Ondes au cercle Jean-Barrué, présentation par Claire Auzias, intervention en chanson de Serge Utge-Royo qui animeront un débat. Table de presse de la librairie du Muguet. Réservations à l'Utopia, à partir du 5 février : 0556520003.

Saint-Denis (93)

20 heures : concert de solidarité pour Marina Petrella et les réfugiés italiens menacés d'extradition. Avec Dominique Grange, Lola Lafon, Turtle Ramblers, la K-Bine et d'autres surprises. Dans la salle de la Légion-d'honneur, 6, rue de la Légion-d'Honneur, métro Saint-Denis-Basilique. Participation aux frais : 5 euros.

Mâcon (71)

20 heures : conférence-débat avec André Fine sur les paradis fiscaux, salle 3 Gambetta, rue Gambetta. Organisée par le groupe libertaire de Saône et Loire et le groupe la Vache noire de la Fédération anarchiste. Entrée libre, table de presse.

Samedi 16 février

Marseille Ier

17 heures, conférence-débat animée par Wally Rosell : Espagne 36, les affiches des combattants et combattantes de la Liberté. « Pour comprendre la situation sociale, culturelle d'un quartier, d'une ville, d'un pays, il suffit de regarder ce que racontent leurs murs. C'est le pari que nous avons pris dans ces ouvrages. » Au local du Cira, 3, rue Saint-Dominique

Doyet proche Montluçon (03)

20 heures, concert au Maquisard (local autogéré) avec RabHop (Hardcore d'Angoulême), le Keupon voyageur, 5, la Gare 0612277001, prix libre.

Bordeaux (33)

14h30, cinéma Utopia : projection de *La Commune* séquence 2 (1h14, 3,50 euros) à 16h15 : cinéma Utopia *La Commune* séquence à 3 (1h15, 3,50 euros) à 17h30 : échange avec Claire Auzias et Serge Utge-Royo ou intervention de la chorale Le Cri du Peuple, table de presse de la Librairie du Muguet. Réservations à l'Utopia, à partir du 5 février au 0556520003.

Bordeaux (33)

20heures : Serge Utge-Royo chante la Commune, table de presse de la librairie du Muguet. Réservations à l'Utopia, à la librairie du Muguet et à la Clé des Ondes (90,1 MHz),15 euros et 10 euros pour tarifs réduits. Salle maison Cantonale, 20, rue de Chateauneuf.

Paris XVIIIe

15h30, rencontre avec Ingrid Naour, écrivain contestataire, (auteure, entre autres, de *Le syndrome d'Atlas, Les lèvres mortes* ou encore de *L'humour des Français sous l'occupation*, en collaboration avec Maurice Rajsfus) à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métros Blanche ou Abbesses (avec la participation de Pierre Drachline).

Paris XXe

À partir de 12 heures : fête du livre à la CNT, à l'occasion de la sortie de *Lili, une histoire sans fin, ou la vie ordinaire des sans-papiers en France*, de Marie-Pierre Aiello, aux éditions CNT-RP. À 16 heures, débat autour de l'action de la CNT et des travailleurs sans papiers du nettoyage. Au local de la CNT, 33, rue des Vignoles, pendant toute la fête, vente exceptionnelle de livres neufs et d'occasion. M° Avron ou Buzenval.

Jean-Louis nous doit une bonne bouteille

Dimanche 17 février

Paris XIe

17 heures, soirée de solidarité avec la mobilisation contre les centres de rétention. Avec Trottel (expériment-punk), Plastic Guns (rock'n'roll) et Les Louise Mitchels (punk de communard), au CICP, 21, ter rue Voltaire. Participation aux frais : 5 euros.

Vendredi 22 février

Lorient (56)

20h15, projection du film *l'An 01*, suivie d'un débat « On arrête tout, on réfléchit, on fait un pas de côté… et demain quelle société ? ». Organisé par le groupe libertaire de Lorient–Vannes de la Fédération anarchiste. Entrée libre. Salle audio, cité Allende, maison des Associations, 12, rue Colbert.

Samedi 1er mars

Marseille Ier

17 heures, conférence-débat animée par Lionel Cayet : Un projet d'éducation libertaire et transculturelle. Montrer aux enfants qu'aucune forme de culture n'est supérieure à une autre, en rechercher les moyens, relier les apprentissages à celui de l'autonomie et de l'entraide. au local du Cira, 3, rue Saint-Dominique.

CONCERT DE SOLIDARITÉ POUR

MARINA PETRELLA

AVEC LOLA LAFON / TURTLE RAMBLERS / DOMINIQUE GRANGE / ET AUTRES SURPRISES

VENDREDI 15 FEVRIER 2008 À PARTIR DE **20H**

SALLE DE LA LÉGION D'HONNEUR / 6 RUE DE LA LÉGION D'HONNEUR À

SAINT-DENIS (M) ST-DENIS BASILIQUE - LIGNE 13

ENTRÉE 5€